

BEITRÄGE

ZUR

KENNTNISS UND BEFÖRDERUNG

DES

HANDELS

UND DER

SCHIFF - FAHRT.

III. Band. II. Heft.

MAINZ, 1822.

Gedruckt bei JOHANN WIRTH, Betzelsgasse, Lit. C. N. 128.

9

I.

Einführung einer Octroi-Erhebung zwischen Basel und Strasburg.

213. Protocoll vom 4. Mai 1821. §. II.

PAYS-BAS. Le soussigné commissaire de S. M. le roi des Pays-Bas a pris connoissance du projet d'une convention entre M. M. les commissaires de France et Bade, à l'effet d'introduire de suite et provisoirement une perception de droits de navigation sur la distance du Rhin entre Strasbourg et Bâle, en attendant l'émanation de l'instruction intérimaire ou du règlement définitif, prescrits par les art. 31 et 32 de la convention de Vienne.

Ce projet de convention ayant été communiqué par monsieur le commissaire de Bade à la commission centrale dans sa séance du 17 novembre 1820, à l'effet d'entendre sur cette affaire, que la cour de Bade envisage comme présentant des vûes communes, les votes des commissaires des autres états riverains, le soussigné va énoncer le sien sur l'ensemble du dit projet sans entrer pour le moment dans ses détails.

Les considérants, sur lesquels doit se fonder la convention projetée, sont :

- 1) Que l'exécution de l'art. 5 de la convention de Vienne, en ce qui concerne l'établissement des bureaux entre Strasbourg et Bâle, ne dépendoit ni de l'émanation de l'instruction intérimaire ni de celle du règlement définitif susmentionné;
- 2) Qu'il importait aux deux cours intéressées de former promptement cet établissement, qui devait contribuer essentiellement à donner une plus grande activité à la partie du fleuve en question.

Le premier considérant combiné avec l'art. 61 du projet de convention, suivant lequel elle ne doit être valable que jusqu'à la confection et sanction définitive du nouveau règlement prescrit pour tout le cours du fleuve par l'art. 32 de la convention de Vienne de 1815, ou jusqu'à l'émanation de l'instruction intérimaire, mentionnée par l'art. 51 du même traité, établit l'assertion, que, bien que l'art. 5 de la convention de Vienne et aussi l'art. 3 d'icelle, dont il s'agit aux art. 10 et 59 du projet, renfermant des principes généraux, que le congrès de Vienne a posés pour régler en exécution de l'art. 5 de la paix de Paris, la perception des droits de navigation sur tout le cours du rhin, devaient, d'après la réserve expresse, contenue dans l'art. 27 du dit traité de Vienne, recevoir leur développement et leur application dans le nouveau règlement, que la commission centrale, formée à cet effet de plénipotentiaires de tous les états riverains, est chargée d'élaborer de commun accord et de soumettre avant son exécution à la sanction de ses très-hauts et hauts commettans; il n'était pas moins vrai que la France et Bade avaient conservé pour la durée du tems, que la dite commission s'occuperait de ses travaux, le libre exercice de leurs droits de souveraineté respectifs à l'égard de la partie du rhin, qui arrose leurs territoires entre Strasbourg et Bâle, sauf tout au plus à ne pas heurter pour l'imposition de cette distance les principes déjà consentis dans les dits articles 3 et 5 de la convention de Vienne, et que par conséquent il était aussi libre à ces deux états de convenir entr'eux sur l'exercice *commun* de leurs droits de souveraineté à cet égard.

Cependant l'analyse de l'art. 31 de la convention de Vienne fournit, selon l'avis du soussigné, la preuve, que cette assertion n'est pas fondée, qu'au contraire la France et Bade y ont contracté des engagements qui s'opposent au libre exercice de leurs droits de souveraineté pour imposer la distance du fleuve en question durant l'intervalle entre la conclusion de la convention de Vienne et l'émanation des résultats des travaux de la commission centrale.

Le Rhin entre les frontières de la république helvétique et celle de l'ancienne république batave, dont la distance en question entre Strasbourg et Bâle (ou plus proprement dit: et entre les frontières de la Suisse) fait partie, étant devenu un fleuve commun entre les ci-devant républiques Française et l'empire germanique, l'art 39 du réces de l'empire de 1803 réglant l'exercice commun des droits de souveraineté respectifs à l'égard de la perception des droits sur ce fleuve, supprima d'abord tous les péages perçus, soit à la droite, soit à la gauche du fleuve commun sans pouvoir être rétablis et ordonna leur remplacement par un octroi de navigation, à régler et à percevoir en commun entre la France et l'empire et dont la taxe devoit être combinée de manière à ne pas excéder le montant des péages supprimés, à l'effet de quoi l'empire délégua tous ses droits à cet égard, à l'Electeur archichancelier.

Soit, qu'il n'avoit pas existé de péage au dessus de Strasbourg, soit qu'on jugea plus profitable à la perception commune de distribuer la taxe combinée de la manière prescrite, sur les distances les plus fréquentées du fleuve et de laisser sans impôt la distance peu productive entre Strasbourg et les frontières de la Suisse, le fait est, que les auteurs de la convention de 1804, qui a réglé l'octroi de navigation à introduire à la place des anciens péages supprimés sur le fleuve commun entre les frontières de la république helvétique et celles de l'ancienne république batave, usant de la latitude, que leur avoit laissée à cet égard le réces de l'empire, n'ont point imposé la distance entre Strasbourg et les frontières de la Suisse et ont distribué la taxe combinée à raison de 2 francs pour l'amont et de 1 fr. 33 c.^t pour l'aval sur les distances au dessous de Strasbourg jusqu'aux frontières bataves, de telle manière, que l'imposition allait en augmentant à mesure qu'elle s'approchait des dites frontières, à mesure que les distances devenaient plus productives par une plus grande fréquence de la navigation.

La convention de 1804 fondée sur le §. 39 du réces de l'empire germanique dont le dispositif embrassa tout le cours du rhin commun

entre la Suisse et la Hollande, était donc pour la distance entre Strasbourg et la Suisse, un titre de franchise de droits, comme elle étoit pour la distance entre Strasbourg et la Hollande, le titre de perception de droits d'octroi.

Or, l'article 31 de la convention de Vienne a prescrit de maintenir jusqu'à la confection et sanction du nouveau règlement, et à quelques modifications près dont l'une doit être la substitution de la perception partielle à la perception commune, la convention de 1804, qui, comme il vient d'être démontré, avoit réglé, en exécution de l'art. 59 du réces de l'empire, l'exercice collectif des droits de souveraineté des possesseurs des rives du dit fleuve commun depuis les frontières de la Suisse jusqu'à celles de la Hollande, relativement aux droits de navigation à y percevoir.

Il s'en suit que la France et Bade ayant consenti au dit Art. 31, à ce maintien provisoire de la convention de 1804, titre de franchise de droits pour la distance entre Strasbourg et la Suisse, ne peuvent pas se prévaloir de leurs droits de souveraineté respectifs, dont l'exercice, à l'égard de cette distance, est par leur adhésion à l'art. 31 suscité, resté confondu dans l'exercice collectif des droits de souveraineté qui a fait naître la dite convention de 1804, pour imposer, indépendamment de la taxe totale de l'octroi conservé, la distance entre Strasbourg et la Suisse, soit chacun pour son compte, soit en commun et ce aussi longtemps que le maintien de la convention de 1804 (*mutatis mutandis*) restera en vigueur, cest à dire, jusqu'à l'émanation du nouveau règlement. On pourroit encore observer subsidiairement, que la totalité des droits de navigation qui se percevaient sur tout le cours du rhin depuis Bâle jusqu'aux embouchures, à l'époque où la convention de Vienne fut conclue, se trouvant maintenue moyennant la déclaration faite par le ministre des Pays-Bas dans le cours des négociations à Vienne «à ne pas élever les droits de péage perçus en Hollande jusqu'à l'arrangement définitif sur la navigation» et moyennant la stipulation de l'art. 31 de

la convention de Vienne même, qui maintient jusqu' à cette même époque les droits d'octroi perçus sur le reste du cours du rhin, les auteurs de la convention de Vienne avaient par là prononcé l'intention, que le status quo des droits, qui étaient perçus sur les différentes parties du rhin à l'époque, où la commission centrale fut chargée de leur nouveau règlement général pour tout le cours du fleuve, devait être maintenu pendant les travaux de cette commission, que par conséquent aucun état riverain ne pouvoit avoir le droit de changer le status quo de la totalité des droits existans, en introduisant de nouveaux droits durant le tems, que la commission centrale s'occuperait à les régler pour tout le fleuve conformément aux principes posés à cet égard par la convention de Vienne.

Par ces motifs, et en observant quant à l'assertion de l'utilité, qui fait l'objet du second considérant du projet de convention, dont il s'agit, que, fut-il même prouvé (ce qui est bien loin d'être le cas) que le nouvel impôt projeté contribueroit à donner une plus grande activité à la navigation sur la distance du fleuve en question, ce moyen ne pourroit encore prévaloir sur les stipulations de conventions avec lesquelles il se trouve en collision, le soussigné est d'avis :

1^o Que la convention projetée entre M. M. les commissaires de France et de Bade à l'effet d'introduire provisoirement et jusqu'à l'emanation des résultats des travaux de la commission centrale une perception de droits de navigation sur la distance du rhin entre Strasbourg et Bâle ne peut pas avoir lieu valablement, puis qu'elle a pour objet de régler l'exercice commun des droits de souveraineté respectifs, qui se trouve déjà réglé du consentement des deux états riverains susdits, par l'art. 51 de la convention de Vienne, et que la convention projetée serait contraire à ce que la convention existante (celle de Vienne) a stipulé à ce sujet.

2^o Que par contre la commission centrale doit réunir tous ses efforts pour surmonter le plus promptement possible les obstacles, qui

rétablissent l'époque où le règlement définitif remplira le désir des gouvernemens de France et de Bade, de voir mis en exécution les art. 3 et 5 de la convention de Vienne, en ce qui concerne la partie du rhin entre Strasbourg et Bâle.

3° Le commissaire soussigné se flatte même dans le cas où les causes du retard se prolongeraient contre attente, et qu'on voudrait alors, pour trouver un moyen plus expéditif, recourir à *l'essai d'un arrangement interimaire et de commun accord* tendant à exécuter avant le règlement définitif, »le pourra être étendu« de l'art. 3 de la convention de Vienne sur la distance entre Strasbourg et Bâle, d'obtenir l'autorisation de son gouvernement à y prêter la main, dès que le nouveau tarif principal à régler et à étendre (aux termes du dit art. 5) celui du rhin entre Strasbourg et les Pays-Bas se trouvera réglé provisoirement et d'une manière indirecte, moyennant l'introduction prescrite par l'art. 31 de la convention de Vienne, de la perception partielle des droits d'octroi établis par la convention de 1804 sur la dite distance entre Strasbourg et les Pays-Bas.

Car, comme la totalité de ces droits est égale à la totalité des droits fixée par la convention de Vienne pour la même distance, et que la base de distribution de la première totalité, pour réaliser de suite la perception partielle est la même (l'étendue des possessions sur les rives) d'après la quelle la distribution de la seconde totalité doit avoir lieu, pour régler définitivement le nouveau tarif de cette distance, il est clair que l'introduction de la dite perception partielle, laquelle du reste auroit dû avoir lieu aux termes de l'art. 31 sus mentionné aussitôt la réunion de la commission centrale, équivaldra en effet à un règlement provisoire du nouveau tarif principal pour la distance entre Strasbourg et les Pays-Bas, et sera un pas en avant pour les négociations sur le règlement définitif. J'ai l'honneur d'inviter M. M. mes très honorés collègues, de vouloir bien mettre le plutôt possible la présente sous les yeux de leurs très hautes et hautes cours.

215. Protocoll vom 25. Mai 1821. §. III.

FRANCE. Le soussigné à l'honneur, de faire connaître à la commission centrale, que sa cour a jugé convenable, de faire mettre à exécution la convention signée le 24 août 1820 par M. M. les commissaires de France et de Bade, pour l'introduction de la perception des droits d'octroi de navigation sur la partie supérieure du rhin au delà de Strasbourg, de laquelle convention connaissance a déjà été donnée à la commission centrale par le gouvernement Badois, au procès verbal du 17. novembre 1820.

C O N C L U S U M.

Die Zentral-Commission beschliesst, den königl. preussischen Herrn Bevollmächtigten zu ersuchen, die Abstimmung in dieser Sache, wo die Stimmen-Majorität bereits vorliegt, möglichst bald und längstens binnen 4 Wochen gefällig abzugeben.

BADEN. Ich nehme die vorstehende Erklärung des königl. französischen substituirtten Herrn Bevollmächtigten, so wie die genommene Conclusion der Zentral-Commission, in Erwartung meiner weitem Instruction ad referendum, und trete nur in so weit dieser Conclusion bei, als sie die Erinnerung der noch abgehenden königl. preussischen Erklärung bezweckt.

PAYS-BAS. Je me réfère à mes insertions antérieures et d'après l'aveu même d'une des parties contractantes, que l'affaire concerne les intérêts communs, je ne puis la considérer comme susceptible d'une décision per majora.

PREUSSEN. Ich habe die bisher über den fraglichen Tractat abgegebenen Vota ohnverzüglich meinem Hofe vorgelegt, und werde meine Abstimmung zu Protokoll geben, sobald die begehrten Instructionen eingegangen sein werden, und zugleich werde ich mich alsdann darüber äussern können, in wie ferne eine Entscheidung in dieser Sache von der Stimmenmehrheit der Glieder der Zentral-Commission für abhängig erkannt werden wird.

248. Protocoll vom 29. Juni 1821. §. I.

FRANCE. En suite à la déclaration que le soussigné a fait consigner au procès verbal de la séance du 25 mai dernier, il a l'honneur de faire connoître à la commission centrale, qu'à partir du 1. Juillet prochain, le nouveau bureau de navigation, placé au grand pont du rhin près Strasbourg commencera la perception des droits d'après les prescrits de la convention, signé le 25 août 1820 par M. M. les commissaires de France et de Bade.

Le soussigné exprime en même tems le voeu de son gouvernement, à ce que la commission centrale veuille transmettre à la commission administrative les ordres nécessaires, pour, qu'à partir de cette époque, et à l'effet d'atteindre l'ensemble et l'uniformité du service sur tout le cours du fleuve, ce nouvel établissement soit assimilé aux autres bureaux du rhin conventionnel, et notamment pour que le bureau de Neubourg ne fasse pas le retrait des manifestes ou déclarations sur les bateliers, qui remonteraient le rhin pour les destinations au delà de Strasbourg; de son coté le bureau français en agira de même à l'égard des bateliers, dont la destination serait au delà de Neubourg et se conformera exactement aux ordres, que la commission administrative aura à lui transmettre.

LE PRÉSIDENT. La position de l'affaire, concernant la perception d'un droits de navigation, à établir déjà maintenant entre Strasbourg et Bâle, est: que deux commissaires, membres de cette commission, savoir, ceux de France et de Bade, ont conçu et signé une convention à ce sujet, qu'une des parties contractantes (la France) a ratifiée et que l'autre (Bade) n'a pas encore ratifiée, mais soumis (le 17. novembre 1820) la dite convention à la discussion préalable de la commission centrale, parcequ'elle concerne des intérêts communs.

Dans cette discussion M. le commissaire de Nassau, substitué du commissaire de Bavière, émit le 9. mars d.^{er} son vote en sa dite double qualité et en faveur de la convention dont il sagit.

Le 4. mai d.^{er} M. le commissaire de Hesse vota dans le même sens et le commissaire des Pays-Bas se déclara contre, pour les motifs développés dans son vote épuisés dans les conventions existantes avec lesquelles selon lui cette nouvelle convention vient en collision.

Bade prit ces votes ad referendum, et sur sa demande la commission centrale conclut, d'inviter M. le commissaire de Prusse, à vouloir également voter sur cet objet.

On était sans doute autorisé par les procédés délicats et pleins d'égard, qui sont toujours observés de la part de la France dans ses négociations, à interpréter aussi dans cette occurrence le silence, qui de la part de la France fut gardé depuis le 17. novembre 1820, où la discussion s'ouvrit sur cette affaire, comme une adhésion tacite à la démarche de Bade, qui avoit donné à l'affaire cette tournure.

Mais il a dû paraître surprenant, que l'affaire, étant en discussion à la commission centrale, et que 4 commissaires après avoir pris les instructions de leurs cours, ayant énoncé leurs opinions; le suppléant de M. le commissaire de France porta tout simplement à la connaissance de la commission centrale le 25. mai 1821, que sa cour avait jugé convenable, de mettre en exécution la convention en question, en se référant à la communication, qui en avait déjà été donnée à la commission centrale de la part du gouvernement de Bade.

La commission centrale ne croyant pas, devoir abandonner sur cet incident inattendu la discussion entamée, invita M. le commissaire de Prusse, à donner son vote sur l'objet le plutôt possible, et au plus tard dans un délai de 4 semaines, *qui n'est expiré que depuis quelques jours seulement.*

Aujourd'hui M. le suppléant du commissaire de France annonce à la commission centrale, qu'à partir du 1. Juillet prochain, le nouveau bureau de navigation placé au grand pont du rhin près Strasbourg, entrera en activité, et ajoute, que la commission centrale veuille transmettre à la commission administrative les ordres nécessaires pour, qu'à

partir du 1. juillet prochain, et à l'effet d'atteindre l'ensemble et l'uniformité du service, ce nouvel établissement soit assimilé aux autres bureaux du rhin conventionnel.

Dans l'état où l'affaire se trouve, il paraît, que la marche régulière et conséquente exige, que la commission centrale ne se laisse pas entraîner non plus cette fois-ci par la précipitation, difficile à expliquer, qu'on semble vouloir y mettre de la part des autorités françaises et qu'aussi long-tems, que M. le commissaire de Prusse ne se sera pas énoncé de la part de sa cour, que l'avis de la commission centrale est encore incomplet sur la question de la légitimité de ce nouveau bureau de perception à Strasbourg, et pendant que la cour de Bade même, pour ce qui concerne la convention susalléguée, est encore en négociation, le status quo existant ne doit aucunement être changé de la part de la commission centrale, en participant à l'exécution; qu'en conséquence la commission administrative provisoire, instituée d'ailleurs pour l'octroi de navigation établi par la convention de 1804, ne doit pas (et ne pourrait pas même utilement) recevoir de la part de la commission centrale les ordres réclamés aujourd'hui, à l'effet de pourvoir d'instructions de service le bureau de Strasbourg en question, qui suivant la déclaration de M. le suppléant du commissaire de France sera déjà en activité après demain, mais qu'avant tout M. le commissaire de Prusse doit être itérativement invité, à s'expliquer sur l'affaire agitée, et qu'ensuite on doit attendre la déclaration finale de M. le commissaire de Bade.

Le président propose donc, de prendre la conclusion d'inviter M. le commissaire de Prusse, à solliciter de nouveau les instructions nécessaires de sa cour, pour pouvoir s'expliquer sur l'objet dont il s'agit.

BADEN. Indem ich mich auf meine Eingabe in dem Protokolle vom 4. und 25. v. Monats beziehe, nehme ich die Insertion von Seiten Frankreichs, so wie den Präsidial-Antrag, *ad referendum*, und halte mir das Protokoll offen.

BAIERN. Ich beziehe mich auf meine Abstimmung im 206. Protokoll und bin dem Antrag des königl. französischen Herrn Bevollmächtigten nicht entgegen; bemerke jedoch, dass sich die Abnahme der Manifeste auf das Recht zur letzten Erhebung des Octroi gründen muss.

HESSEN. Als das hessische Votum in der fraglichen Angelegenheit abgegeben wurde, war es durch die Uebereinstimmung der Höfe von Frankreich und Baden, die man voraussetzen musste, wesentlich motivirt.

Jetzt da die letzte Erklärung des Herrn Bevollmächtigten von Baden diese Voraussetzung ungewiss macht, nehme ich keinen Anstand für den Augenblick dem Präsidial-Antrage beizutreten.

NASSAU. Wie Baiern.

PAYS-BAS. Se conforme à la proposition proposée.

PREUSSEN. Ich werde mich der vorgeschlagenen Conclusion conformiren.

CONCLUSUM.

Das Votum des königl. preussischen Herrn Bevollmächtigten ist abzuwarten.

FRANCE. Le soussigné se borne à observer, qu'il ne saurait se persuader, que la détermination qu'a prise son gouvernement, et dont ses insertions des 25 mai dr. et 29 crt. renferment la déclaration, porte l'empreinte de la précipitation, ou puisse renfermer un motif juste de surprise, comme M. le président parait l'inférer dans son résumé, puisque 7 mois sont écoulés depuis que M. le commissaire Badois a soumis aux votes de la commission centrale la convention du 25 août 1820, sans que cette communication ait été suivie d'un résultat concluant.

D'un autre côté le soussigné pense, que l'invitation qu'il vient de faire à la commission centrale porte en elle même une nouvelle preuve de l'observance de ce que l'on croit être d'égard et de convenance;

elle lui a été suggérée par l'intention bien prononcée de son gouvernement, à parvenir le plutôt possible à l'uniformité de l'administration sur tout le cours du fleuve, et à en centraliser l'administration, en profitant à cet effet de ce qui existe déjà.

LE PRÉSIDENT. A crû pouvoir parler de précipitation, puisque la cour de Bade n'a pas ratifié jusqu'ici la convention en question, et que l'affaire est en délibération, sans que M. le commissaire de Prusse et celui de Bade se soyent encore définitivement énoncé, et il espère, que M. le suppléant du commissaire de France voudra bien intervenir auprès de sa cour, pour que dans cet état des choses la mise en activité du bureau de Strasbourg soit remise à un moment plus favorable.

NOTE. Le bureau dont s'agit dans cette discussion, a commencé ses opérations à l'époque indiquée (le 1 juillet 1820) et les a continuées jusqu'à présent.

220. Protocoll vom 6. Juli 1821. §. I.

BADEN. In Gemäsheit erhaltener Instructionen über die Verhandlungen wegen Einführung der Octroi auf der Stromstrecke von Strassburg bis Basel bin ich von meinem höchsten Hofe beauftragt, die nachfolgende Erklärung in diesem Betreffe abzugeben.

Se. Königl. Hohheit der Grosherzog, mein gnädigster Herr, haben verschiedener Anstände wegen, die sich, vorzüglich aus den *verschiedentlich* abgegebenen, von Seiten Preussens aber noch nicht einmal erfolgten *Abstimmungen* bei der Zentral-Commission über diesen Gegenstand, ergeben haben, noch zur Zeit, Bedenken getragen, dem fraglichen, zur Kenntnissnahme der Central-Commission gebrachten *Vertrags-Entwurf*, die höchste Genehmigung zu ertheilen.

Ich sehe mich hierauf ausser Stande, dieser Verhandlung meiner Seits vorerst einen weiteren Verfolg zu geben.

BAIERN. Nimmt in Beziehung auf seine frühere Abstimmungen in dieser Sache die Grossherzoglich Badische Abstimmung zur Nachricht an.

FRANCE. Se tient le protocole ouvert.

HESSEN. Desgleichen.

NASSAU. Wie Baiern.

PAYS-BAS. Dans sa déclaration du 29. juin dernier, M. le suppléant du commissaire de France avoit dit:

» qu'à partir du 1. juillet prochain le nouveau bureau de navigation placé
» au grand pont du rhin près Strasbourg commencera la perception des
» droits d'après les prescrits de la convention signée le 25. août.
» 1820 par M. M. les commissaires de France et de Bade.«

M. le commissaire de Bade ayant déclaré aujourd'hui, d'après les ordres de la cour, que S. A. R. le grand duc de Bade n'avoit pas, pour les causes alléguées, donné jusqu'ici sa sanction au projet de convention dont il s'agit, et d'après les prescrits de laquelle la perception susmentionnée est annoncée devoir se faire, il paraît, que cette circonstance, conjointement avec le besoin senti de l'ensemble et de l'uniformité, que M. le suppléant du commissaire de France a exprimé au protocole de la 218 séance, vient puissamment à l'appui de l'espoir exprimé par le président temporaire de la commission centrale dans le procès verbal de la dernière séance, que dans cet état des choses la mise en activité du bureau de Strasbourg soit encore suspendue, et le status quo provisoirement conservé.

PREUSSEN. Ich nehme die vorstehende Erklärung des Grossherzoglich Badischen Herrn Bevollmächtigten ad referendum.

II.

Einführung eines neuen Tarifs in Folge der partiellen Gebühren-Erhebung.

213. Protocoll vom 4. Mai 1821. §. III.

PAYS-BAS. Le soussigné vient réitérer ses instances pour l'exécution de l'art. 51 de la convention de Vienne, en ce qui concerne la substitution de la perception partielle à la perception commune, laquelle,

aux termes du dit article, aurait dû avoir lieu aussitôt, que la commission centrale était réunie.

Il ne peut pas y avoir quelque doute fondé sur ce que les auteurs de la convention de Vienne ont entendu par *perception partielle*.

Elle se trouve définie dans l'art. 6 de cette convention, et encore subsidiairement interprétée dans l'examen de la convention de 1804 par M. le Baron de HUMBOLDT plénipotentiaire de Prusse, approuvé par le comité du congrès dans sa 9.^e séance, pour servir d'instruction à la commission centrale et d'après lequel, pour rendre la perception des droits d'octroi, établis par la convention de 1804, conforme aux prescrits de la convention de Vienne, »la totalité des droits depuis Strasbourg »jusqu'à la frontière des Pays-Bas, laquelle est de 2 francs en amont, et »de 1 fr. 55 cent. en aval, doit être également distribuée sur chaque »lieue d'Allemagne dans cette étendue, et chaque état riverain doit »percevoir les droits à proportion du nombre des lieues, qu'il possède »sur la rive.«

Emanée des auteurs eux-mêmes de la convention de Vienne cette interprétation est authentique, et récuse toute interprétation contraire.

Aux termes de l'art. 31, la substitution de la perception partielle à la perception commune est aussi indépendante de l'émanation d'une instruction intérimaire, que l'était la remise de la direction entre les mains de la commission centrale.

La dite substitution et l'émanation d'une instruction intérimaire sont désignées dans le texte du dit article, comme deux actes séparés. Car il y est dit: »La perception partielle sera substituée, et l'on fera émaner une instruction intérimaire etc.«

Aussi la commission centrale a déjà fait, par son acte du 10. octobre 1817, un commencement d'exécution, en faisant passer le personnel des bureaux de perception au service des souverains respectifs, sur le territoire desquels se trouvaient les bureaux.

Car les marques caractéristiques de la perception partielle sont,

suivant les principes posés par l'art. 6 de la convention de Vienne, que chaque état riverain fasse faire la perception par ses employés, et pour son compte.

Il ne s'agit donc, que de prendre encore des mesures nécessaires, pour réaliser également le »pour son compte.«

Aussi à cet égard un commencement d'exécution a déjà eu lieu, en retirant de la communauté les produits courans de la perception des bureaux non Prussiens, pour être versés directement dans les caisses des états riverains respectifs, de sorte, que la communauté n'a continué entre la Prusse et les autres états riverains, que pour les portions, qui revenaient encore à ces derniers, à raison des distances des tarifs trop forts des bureaux Prussiens.

Puis un second pas vers l'exécution du »pour son compte« a été fait, en ce que sur la motion présidiale du 18. novembre 1817: »que le »tarif, provisoirement conservé depuis le 1. juin 1815, soit actuellement »règlé conformément aux prescrits du congrès de Vienne, et qu'à cet »effet la commission administrative provisoire soit chargée, de faire la »distribution du nouveau tarif d'après les distances.« La commission centrale a unanimement conclu, que ce travail soit demandé à la dite commission administrative.

M. le commissaire de Prusse observa à cette occasion: »que la »base du nouveau tarif étant l'étendue des possessions respectives des »différens états riverains, il faudrait commencer, par faire toiser ces »étendues par des experts impartiaux, mais que les travaux existans »pouvaient en attendant servir pour établir une répartition provisoire »sauf régularisation définitive.«

La commission administrative a fourni le 28. novembre 1817, le travail demandé, basé sur les travaux existans.

Si depuis l'affaire en est restée là, il me semble, qu'il faut en attribuer la cause aux désirs et à l'espoir, que quelques états riverains nourrissaient, de voir conserver une espèce de communauté de

perception entre eux et la Prusse, moyennant un arrangement de commun accord, et sauf la ratification de toutes les cours, nécessaire pour modifier les prescrits de la convention de Vienne.

Cette cause du retard a cependant dû cesser dès qu'un seul des états riverains, qui ont conclû la convention de Vienne, avait positivement décliné un nouvel arrangement à cet égard.

Or, depuis longtems les Pays-Bas ne cessent de réclamer l'exécution des stipulations de Vienne sur ce point, et le 28. juillet dernier, la Bavière a de même voté contre un tel arrangement pro futuro, en demandant positivement:

» que le tarif soit réglé et mis en vigueur sans aucun retard ultérieur,
 » et sans attendre, à cet effet ni l'instruction intérimaire, ni le règlement
 » définitif, dans le sens littéral de la convention de Vienne et d'après
 » les propositions simultanées de Nassau et des Pays-Bas. «

Dans cet état des choses, et en me référant à mes votes antérieurs sur la matière dans lesquels j'ai développé l'injustice, qu'il y aurait de priver plus longtems le bas-rhin, dans des vues purement fiscales, de la diminution du tarif des droits, qui lui est assurée par la convention de Vienne; j'ai l'honneur de proposer à M. le président temporaire, de reproduire le projet de distribution du nouveau tarif d'après les distances, qui a été présenté dans le tems par la commission administrative provisoire sur la demande de la commission centrale, à l'effet d'être approuvé ou amendé, s'il y a lieu, dans son calcul et recevoir immédiatement après son exécution par un acte semblable à celui du 10. octobre 1817 sur la prise de possession de la direction administrative.

S'il était permis, de supposer, qu'il pouvait y avoir dissension sur l'exécution d'une stipulation aussi claire et positive de la convention de Vienne, j'ajouterais la remarque, que rien ne peut empêcher la Prusse, de rendre, moyennant simple notification, aux autres états riverains les portions de tarif, que ses bureaux ont jusqu'ici perçues

pour leur compte; mais que de même *tous* et *chacun* des autres états riverains sont également libres de *repandre*, au besoin, de la même manière les dites portions de tarif, en prenant à cet effet pour base le calcul de la commission administrative provisoire, laquelle, comme autorité commune à tous les états riverains, doit être censée impartiale.

BADEN hält sich das Protokoll offen.

PRAESIDIUM. Ich bemerke, dass die Repartition des Tarifs, welche die in gemeinschaftlichen Pflichten stehende Verwaltungs-Commission, nach der einhelligen Instruction der Central-Commission, entworfen hat, keiner weitem Rectification unterworfen werden kann, sondern als provisorischer Masstab nach Massgabe der in den Acten liegenden Verhandlungen bereits angenommen worden ist. Auch ist es gewiss, dass die wirkliche Erhebung nach dem neuen Tarif, als die Ausübung eines aus dem Vertrag erworbenen Particular-Rechtes, von dem Beschluss eines jeden Staates abhängt, indem, blos aus Rücksicht auf die in Güte auszugleichende gemeinschaftliche Abrechnung, diese Erhebung noch nicht statt gehabt hat. Die K. Niederländische Note wird also blos eine neue Veranlassung geben, dass die Herren Bevollmächtigten, welche sich in dem Fall befinden, die Instructionen der Höfe über die Einführung der Erhebung nach dem neuen Tarif einholen wollen, wozu Präsidium sie wiederholt einladet.

PREUSSEN. Ich nehme den Präsidial-Antrag, so wie die Abstimmung des Königl. Niederländischen Herrn Bevollmächtigten ad referendum, und erlaube mir blos die Bemerkung, dass der 27te Artikel der Wiener Convention sagt:

» Es sollen alle weitere Verfügungen, und namentlich diejenigen, welche den Gebühren-Tarif, sowohl jenen betreffen, der für die Kaufmannsgüter überhaupt, als jenen, welcher für Waaren angenommen ist, die nach einer gewissen Classification eine verminderte Gebühr bezahlen, ferner die Vertheilung der Erhebungs-Aemter, ihre Orga-

» nisation, die Art der Erhebung, der definitiven Verordnung vorbehalten bleiben; « in Folge wessen ich, bis nach Eingang meiner Instructionen, gegen jede Veränderung in dem Tarif protestire, welcher in Gemätheit der in Kraft seyenden Verträge besteht, und nur mittelst des definitiven Reglements verändert werden darf, es müsste denn, durch ein Einverständniss sämmtlicher Betheiligten, statt finden, welches bisher aus keinem der über die Vertheilung der Revenüen und Lasten abgehaltenen Protokolle hervorgeht.

C O N C L U S U M.

Auf die vorstehende Bemerkung des K. Preussischen Herrn Bevollmächtigten erwiedert die Central-Commission, dass die angezogene Stelle aus dem Vertrag das nicht besage, was daraus hergeleitet werden will.

PAYS-BAS. Quant aux motifs allégués par M. le commissaire de Prusse dans son insertion, qu'il a déjà refutés, à ce qu'il se flatte, avec succès antérieurement; le commissaire des Pays-Bas se conforme à la conclusion et se reserve au besoin, de s'expliquer plus tard sur l'ensemble de la dite insertion.

PREUSSEN. Da die Erfahrung uns belehrt hat, dass streiten über den Sinn des Textes solcher Artikel des Tractats, in welchen der eine gerade das Gegentheil von dem sieht, was der andere darinn findet, noch nie unser Geschäft förderte, so vermeide ich diese Discussionen, provocire hingegen kühn auf den Ausspruch jedes unpartheiischen Richters oder Schiedsrichters über die Frage:

» Ob die Bestimmung der Schifffahrts - Gebühren und alles was darauf
 » Bezug hat, nicht durch den Art. 27 der Wiener Congress - Acte
 » dem definitiven Reglement vorbehalten worden ist? «

PAYS-BAS. L'art. 27, en parlant du tarif, parle du nouveau tarif à régler définitivement pour tout le cours du rhin, qu'il a réservé au règlement définitif; ce qui n'empêche pas, qu'à l'effet de

substituer de suite, en exécution de l'art. 31, la perception partielle à la perception *commune*, l'*ancien tarif de la partie du rhin*, où la perception commune existe, ne puisse être provisoirement changé.

PREUSSEN. Ich behaupte dass der Status quo bis zur Emanirung des definitiven Reglements beizubehalten ist.

C O N C L U S U M.

Die Zentral Commission ist der Meinung, dass es hier an Veranlassung fehle, auf Worte und Sinn des Vertrages zurückzukommen, da Preussen selbst durch die Verhandlung über die Theilung der Gesamt-Einnahme, so wie durch die bisherige Zahlung gemeinschaftlicher Lasten, die Gemeinschaft der Einnahme überhaupt, folglich auch anerkannt hat, dass der neue Tarif, nach Massgabe der Art. 6 und 31 schon vom 1. Juni 1815 an, einzuführen war.

PREUSSEN. Ich beziehe mich an meine vorstehende Aeusserungen, in Erwartung der einzuhohlenden Instructionen.

III.

Massregeln zur Verhütung des Salz-Schmuggels im Groshertzogthum Hessen.

222. Protokoll vom 27. Juli 1821. §. II.

PAYS-BAS. Les art. 3, 4, 5, 6, 8, 9 de la convention de 1804 renferment les dispositions, qui concernent les relâches forcées, l'emmagazinage des marchandises et leur versement dans d'autres embarcations aux ports de station de Mayence et de Cologne.

Les art. 7 et 118 désignent les fonctions des contrôleurs de station, qui n'ont à rendre compte de leurs opérations qu'au directeur général et aux inspecteurs de l'octroi, et l'art. 85 défend aux employés de l'octroi (les contrôleurs de station sont assimilés aux contrôleurs de bureau) d'exercer aucun autre emploi.

En conséquence du principe établi par l'art. 2 de la dite convention, » que le rhin soit considéré, sous le rapport du commerce et de la » navigation, comme un *fleuve commun*, « l'art. 43 charge le directeur général (maintenant encore la commission centrale) d'administrer tout ce qui se rapporte à l'octroi, et de tenir la main à l'exécution de la convention, laquelle, d'après l'art. 128, doit servir de règle unique *en tout ce qui concerne la navigation du rhin, sa police* et les droits auxquels elle est soumise.

L'art. 31 de l'acte de Vienne de 1815 veut, que la convention de 1804 soit provisoirement maintenue jusqu'à la confection et sanction du nouveau règlement, à l'exception des articles, qui se trouvent déjà supprimés par le dit nouvel acte.

Il est impossible de mettre en concordance avec l'art. 43 de la convention de 1804, quant à la compétence, et avec les autres articles sus-cités, quant au dispositif, plusieurs dispositions de l'arrêté du 28 Juin dernier, émané du ministère des finances du grand-duché de Hesse et inséré dans la feuille hebdomadaire de Mayence n.º 57, en vue de réprimer la fraude de sels, qui ajoute de nouvelles mesures et formalités (§. §. 2, 5 et suivans) à celles, que prescrivent les art. 3, 4, 5, 6, 8, 9 de la convention de 1804 relativement à la relâche forcée, à l'emmagazinage et au réchargement dans d'autres embarcations au port de station de Mayence, en aggravant ainsi la relâche forcée, supprimée de droit par l'acte de Vienne, et charge (§. §. 12 et 16) les contrôleurs de station, dont les attributions sont indiquées par les art. 7 et 118 de la convention de 1804, de fonctions étrangères à l'octroi du rhin, et les fait entrer en quelque sorte dans la sphère d'activité des agents de la régie de sel.

De plus le §. 12 du dit arrêté ministériel prescrit (outre la garde qui semble pouvoir suffire) une visite de la cargaison, lors de l'arrivée et lors du départ des bateaux, qui, ayant du sel à bord et une destination ultérieure, viennent relâcher à Bingen, ce qui paroît peu différer de la révision à Coblenze, combattue par la commission centrale.

Quelque porté que je sois à venir au-devant de tout moyen propre à empêcher la fraude, s'il est à concilier avec la liberté conventionnelle de la navigation: je ne puis me dispenser, comme ce n'est pas ici le cas, de prier M. mon collègue de Hesse de faire auprès de son gouvernement les représentations nécessaires pour le maintien des conventions, qui régissent la navigation du rhin et avec lesquelles les §. §. suscités de l'arrêté du ministère des finances du grand-duché viennent ouvertement en collision.

Il est encore nécessaire, de relever ici l'erreur, qui s'est glissée dans la rédaction du préambule du dit arrêté, en ce qu'il annonce officiellement *l'assentiment* de la commission centrale. M. le commissaire de Hesse, il est vrai, a fait dans une des séances précédentes lecture d'un projet d'ordonnance du gouvernement grand-ducal relatif au transport de sels; mais, après quelques pourparlers entre les membres de cette commission, M. le commissaire de Hesse a repris la pièce, qui n'a point encore fait l'objet d'une délibération officielle, et dont, pour cette raison, aucune trace ne se trouve dans les procès-verbaux de séances.

HESSEN. Als ich meinen sehr verehrten Herren Collegen die erste Eröffnung von dem Inhalt der fraglichen Verordnung vor deren Publication machte, beschränkte man sich, Bemerkungen über einen einzigen Artikel zu machen, welcher auch jetzt aufgehoben ist. Als ich damals aus der Sitzung nach Hause kam, fand ich den Hrn. Salinen-Inspector GEYER, welcher mich um die Gesinnungen der Zentral-Commission hinsichtlich gedachter Verordnung frug. Ich theilte ihm mit, was ich so eben anführte, und schickte ihn ausserdem zu dem Herrn Präsidenten, um auch von ihm zu vernehmen, was sich in Betreff erwähnter Verordnung, in der Sitzung zugetragen habe.

Nachdem Herr GEYER dort gewesen war begab er sich unmittelbar darauf nach Darmstadt, um seinen Vorgesetzten, seinen Erkundigungen gemäss, Bericht abzustatten. Die Folge davon war, die

Bekanntmachung der Verordnung und die Unterdrückung des vorerwähnten Artikels.

Findet dem ohngeachtet der Königl. Niederländische Herr Bevollmächtigte es für gut, heute einige andere Bemerkungen über die fragliche Verordnung zu machen, so behalte ich mir vor, in einer der nächsten Sitzungen darauf zu antworten.

C O N C L U S U M.

Die Zentral-Commission erwartet die Erklärung des Grossherzogl. Hessischen Herrn Bevollmächtigten.

IV.

Ausübung einer Flusspolizei Seitens der Mainzer Lokal-Behörde hinsichtlich der Flösse.

222. Protocoll vom 27. Juli 1821. §. III.

PAYS-BAS. Une conséquence nécessaire du principe établi par l'art 2 de la convention de 1804, encore en vigueur: que le rhin est à considérer, sous le rapport du commerce et de la navigation, comme un *fleuve commun* entre les états riverains, est, qu'aucun de ces états, qu'aucune ville située sur les bords du rhin n'a le droit d'en obstruer le passage à la navigation, et que donc là, où il y a des ponts volans ou à bateaux, le passage doit être ouvert *sans retard* chaque fois, qu'un bateau ou radeau se présente.

Il en résulte de plus, qu'aucune rétribution ne peut être exigée, pour ouvrir le passage du rhin commun, là où il se trouve fermé par de tels obstacles locaux.

En outre l'art 59 de la dite convention fait voir, combien l'on a voulu prévenir toute introduction de charges locales sur la navigation du rhin, outre les droits d'octroi.

C'est d'abord contre ces conséquences, qui dérivent naturellement du principe susrélévé qu'on pêche à Mayence (ainsi que sur d'autres points du rhin) en exigeant des retributions pour ouvrir le pont aux bateaux ou radeaux, qui se présentent pour passer; Il est à espérer que ces rétributions, si elles ne sont pas supprimées, ne seront du moins pas haussées durant le cours des négociations.

L'art. 128 de la convention de 1804 porte, qu'elle (la convention) servira de règle unique en tout ce qui concerne la navigation du rhin, sa *police* et les droits auxquels elle est soumise; et l'art 43 charge la direction générale de tenir la main à l'exécution de la convention.

Cette centralisation *de la police* de la navigation du rhin entre les mains de la direction générale (maintenant la commission centrale) est de même une suite du principe, d'après lequel le rhin est *un fleuve commun* sous le rapport de la navigation et du commerce.

Aussi ces dispositions conventionnelles ont été méconnues de la part de la régence grand-ducale de la province rhénane de Hesse dans son arrêté daté Mayence le 1 mars 1819; l'espoir de le voir rapporté sur les représentations des floteurs m'a retenu d'en parler jusqu'ici; l'avis reçu par voie indirecte, qu'on se dispose à poursuivre les contrevenans, m'engage à le mettre sur le tapis.

A l'effet de mettre le pont de Mayence en surêté contre des endommagemens possibles, cet arrêté défend, sauf quelques exceptions, aux radeaux du mein et du rhin d'amarrer sur le fleuve entre le village de Weissenau et le dit pont (art. 8 de l'arrêté).

En portant cette défense, la régence territoriale a empiété sur l'exercice de la police, qui d'après la convention de 1804 compète sur le fleuve commun à la direction générale de la navigation du rhin, exercée maintenant par la commission centrale.

Il en est de même quant à l'art 12 de l'arrêté, attendu, que la construction ou la composition des trains de bois de Hollande a lieu sur l'eau, sur le fleuve commun.

Je m'abstiens de discuter la nécessité de ces mesures, à quel degré leur exécution peut atteindre le but préfixé, et à quel degré elle a des inconvéniens pour les flotteurs, qui pourroient peut-être objecter, non sans fondement, qu'antérieurement les radeaux ont toujours amarré là, où on le leur défend présentement, sans qu'il en soit arrivé quelque malheur, le fonds y offrant le meilleur mouillage, tandisque précisément là, où d'après l'arrêté, il leur est permis de s'arrêter, près de Kostheim, un radeau de M. HELLBRON, emporté, il y a quelques ans, par l'impétuosité du vent, a été jeté contre le pont, et que, quant à la construction des grands trains de bois de Hollande, les places indiquées par l'arrêté ne sont pas convénables non plus, puisque au-dessous de Cassel les eaux sont ordinairement trop basses, et que sur la rive gauche, vis-à-vis du Gartenfeld, où se trouve le chemin de hallage, la construction des trains de bois porteroit obstacle au passage des bateaux qui remontent le rhin.

Je ne ferai non plus l'examen de la question, s'il est prudent, de gêner par de telles mesures, si elles ne sont pas de la dernière nécessité, l'exploitation d'une branche de commerce, qui est de la plus haute importance pour les pays, qui avoisinent ou qui bordent le rhin.

Ce à quoi je me borne, c'est de faire sentir la nécessité, de sauver le principe : que la police sur le fleuve commun appartient à la direction générale, remise d'après l'art. 31 de l'acte de Vienne à la commission centrale.

C'est à elle, ce me semble, que la régence grand-ducale auroit dû s'adresser, pour provoquer les mesures de police, qu'elle pouvait juger nécessaires.

Le bien être de la navigation exige de tenir ferme au dit principe et de s'opposer aux empietemens sur les attributions de cette commission, qui de tems en tems sont tentées de la part des autorités locales.

Je conclus donc à ce qu'il plaise à la commission centrale d'inviter M. le commissaire de Hesse à vouloir faire auprès de son gouvernement

les représentations nécessaires à l'effet que cet objet soit ramené sur la voie conventionnelle, et qu'en général de tels conflits d'attributions soient prévenus pour l'avenir.

C O N C L U S U M.

Die Central-Commission erwartet vorerst die Erklärung des Großherzoglich Hessischen Herrn Bevollmächtigten.

V.

Preussische Douanen auf dem Rheine.

210. Protokoll vom 6. April 1821. §. I.

Nachdem das Protokoll eröffnet war, wurde zum Vortrag gebracht der Bericht der Verwaltungs-Commission (N.º 783 vom 26. v. Monats), wodurch zur Kenntniss der Central-Commission gelangt, wie das Königlich Preussische Hauptzoll- und Steueramt zu Coblenz, gestützt auf eine Verfügung des Königlich Preussischen Finanz-Ministeriums, verlangt, dass die zwischen Bingen und Ehrenbreitstein eingehenden Franken-, Pfälzer und Rheinweine, wenn sie Anspruch auf den verminderten Tarif-Ansatz in der Verbrauchsteuer machen wollen, bei dem gedachten Hauptzoll-Amt zur *Revision* und weiteren Abfertigung gestellt werden müssten.

Nach Ansicht des Artikels 88 der Convention von 1804, welcher lautet :

» Les bateaux, barques et nacelles, employés à un service quelconque, relatif au droit d'octroi, porteront, lorsqu'ils seront ainsi employés, un pavillon mi-parti aux couleurs des deux empires, dont l'usage est interdit à tous les autres sans aucune exception. Les embarcations, portant le dit pavillon, pourront *seules et exclusivement* à toutes autres, aborder, poursuivre et arrêter dans toute la largeur

» du cours du rhin et sur le Thalweg, comme sur l'une et l'autre rive
 » indistinctement, les bateaux, Yachts, diligences d'eau, barques, na-
 » celles ou radeaux, quels qu'ils soient, pour en examiner les papiers,
 » en interroger les conducteurs et exiger le paiement des droits d'octroi,
 » comme aussi pour obtenir réparation des infractions faites aux règle-
 » mens relatifs à l'octroi.

» Pourront cependant les employés des douanes des deux rives
 » poursuivre respectivement dans leurs eaux les bateaux, qui, *ayant*
 » *commencé des versements frauduleux*, chercheraient à fuir sur le fleuve. «

Nach Ansicht ferner des Art. 22 des im Jahr 1815 abgeschlossenen
 Vertrags, welcher lautet:

» Les douanes des états riverains, n'ayant rien de commun avec
 » les droits de la navigation, *elles resteront séparées de la perception*
 » *de ces derniers*. Le règlement définitif renfermera des dispositions
 » propres, à empêcher, *que la surveillance des douaniers ne mette*
 » *pas d'entraves à la navigation*. «

Beschliesst die Zentral-Commission, wie folgt:

ARTICLE 1.

Ein jeder Schiffer, welcher sich dem Ansinnen des Königlich
 Preussischen Hauptzollamts zu Coblenz füget, und die Franken-Pfälzer-
 oder Rheinweine, welche nicht bestimmt sind *in Coblenz selbst* aus-
 geladen und zur Landeseinfuhr declarirt zu werden, sondern zu Wasser
 weiter gehen sollen, bei gedachtem Zollamt der Revision und weiteren
 Abfertigung unterwirft, hat sein Schifferrecht verlohren, und soll zu
 keiner Ladung mehr hinzugelassen werden.

ART. 2.

Der Königl. Preussische Herr Bevollmächtigte bei der Zentral-
 Rheinschiffahrts-Commission wird eingeladen, diesen Beschluss an
 seinen allerhöchsten Hof einzuberichten und unter Erbittung möglichster

Beschleunigung des zu fassenden Entschlusses darauf anzutragen, dass allerhöchst derselbe die erforderlichen Befehle ertheilen möge, damit das Königl. Preussische Finanz-Ministerium seinen an das Hauptzoll-Amt zu Coblenz erlassenen Befehl wegen der Revision und weiteren Abfertigung der Franken-Pfälzer- und Rheinweine mit den bestehenden Verträgen über die Freiheit der Rheinschiffahrt in Einklang setze.

ART. 3.

Abschrift dieses Beschlusses ist der Verwaltungs-Commission mitzutheilen, damit solcher auf dem gesetzlichen Weg zur allgemeinen Kenntniss des Handels- und Schifferstandes gelange, und überall, eintretenden Falls, zum Vollzug gebracht werde.

PREUSSEN. Ich enthalte mich jeder Aeusserung über den vorstehenden Beschluss, dem ich nicht beitrete, ihn aber ungesäumt meinem allerhöchsten Hofe vorlegen werde, um mich darüber, gleich nach Empfang meiner Instructionen, zu erklären.

215. Protokoll vom 25. Mai 1821. §. II.

PRAESIDIUM. Die officiellen Anzeigen vermehren sich, dass das k. preussische Hauptzoll- und Steuer-Amt zu Coblenz fortfährt, die Schiffsladungen einer Untersuchung zu unterwerfen. Die Central-Commission, welche berufen ist, die bestehenden Verträge über die Rheinschiffahrt aufrecht zu erhalten, vermag es nicht gegen ihre höchste Committenten zu rechtfertigen, wenn sie nicht alle Mittel anwenden wolle, eine Maasregel von dem Rheine abzuhalten, die ihm ganz fremd ist, gegen Vertrag und Besitzstand anstößt, und die nachtheiligsten Folgen für den Rheinhandel haben muss, weil die Rechte aller Rheinstaa-ten in Beziehung auf den Strom einander gleich sind.

Ich trage daher darauf an, den königlich preussischen Herrn Bevollmächtigten dringend zu ersuchen, der Central-Commission auf den Beschluss im Protokoll vom 6. April möglichst bald eine befriedigende Antwort zu ertheilen.

C O N C L U S U M.

Der königlich preussische Herr Bevollmächtigte wird dringend ersucht, der Central-Commission auf Art. 2 ihres Beschlusses vom 6. April möglichst bald eine beruhigende Antwort zu ertheilen.

PREUSSEN. Ich bestätige meine Aeusserung vom 6. April §. 1 des 210ten Protokolls.

216. Protokoll vom 1. Juni 1821. §. II.

PRAESIDIUM übergab nachstehenden Vortrag des Herzoglich Nassauischen Bevollmächtigten als abgehenden Präsidenten:

Ich beehre mich, der Central-Commission den Bericht unserer Verwaltungs-Commission sub praes. 30. v. Monats vorzulegen, welche die Anzeige von einer neueren auf die Rheinschiffahrts-Verhältnisse einwirkenden Verfügung des K. Preussischen Finanz-Ministeriums vom 2. März d. J. enthält. Nach derselben können keine im innern Verkehr begriffene Güter fremden unter Begleitung gehenden Gegenständen unterwegs auf der preussischen Rheinstrecke beigeladen und wieder eingeführt werden, ohne die Natur der fremden anzunehmen und zoll- und steuerpflichtig zu werden.

Diese Bestimmung kömmt dadurch zur Sprache, dass die k. preussische Zollstation auf der Binger Brücke den Binger Tour-Schiffen ansinnt, ferner keine fremde Güter mit denjenigen, die im freien Verkehr begriffen sind, in einem Fahrzeug zusammen zu laden.

Da das k. preussische Finanz-Ministerium die Verfügung vom 2. März ausdrücklich auf die preussische Rheinstrecke beschränkt hat, so scheint die Ausdehnung, welche ihr von der Zollstation der Binger Brücke auf den im Hessischen liegenden Binger Hafen gegeben werden will, in jedem Falle ganz incompetent, und der k. preussische Herr Bevollmächtigte wird ohne Zweifel aus dieser bloßen Bemerkung die Veranlassung nehmen, den geeigneten Befehl für diese Zollstation zu erwirken.

Jedoch auch der ausgesprochene Grundsatz im Allgemeinen wirkt

wesentlich auf die bisherige Betriebsart der Rheinschiffahrt ein, und setzt daher ein vorgängiges Benehmen mit den Rheinstaaten um so mehr voraus, als solche Bestimmungen nothwendig auf den Handel und die Schiffahrt des Rheins im Allgemeinen berechnet werden müssen, und einem Rheinstaat nicht mehr nachgegeben werden kann, als was allen übrigen ebenfalls erlaubt seyn muss. Ich glaube daher, dass der k. preussische Herr Bevollmächtigte einzuladen sey, den Grundsatz, welchen das k. preussische Finanz-Ministerium etablirt hat, zuvörderst zur Discussion und Abstimmung der Central-Rheinschiffahrts-Commission zu bringen.

C O N C L U S U M.

Die Central-Commission beschliesst, dass der k. preussische Herr Bevollmächtigte einzuladen sey, den erforderlichen Befehl an die Zollstation Binger Brücke zu erwirken, damit solche die Verordnung des k. Finanz-Ministeriums vom 2. März nicht über die preussische Rhein-strecke hinaus anzuwenden versuche; dass derselbe sodann aber die Verfügung vom 2. März selbst vor allen Dingen zur Discussion und Abstimmung in der Central-Commission bringen wolle.

PAYS-BAS. Le commissaire de Pays-Bas n'adhère à la conclusion ci dessus qu'en tant, qu'elle concerne l'extension au port de Bingen (grand-duché de Hesse) de la décision du ministère de Prusse du 2 mars d.^{er}, que la douane prussienne sur le pont de Bingen semble vouloir faire, par suite d'une interprétation erronnée de la dite décision ministerielle.

217. Protocoll vom 15. Juni 1821. §. I.

Le Protocole ayant été ouvert M. le président a produit une réclamation des bateliers de l'association de Cologne, par laquelle ils représentent qu'en vertu de la disposition émanée le 6 avril d.^r de la commission centrale les vins à la destination de Cologne sont mainte-

nant et en premier lieu transportés à Coblenz par des bateliers de la navigation intermédiaire, et que de là après avoir été vérifiés et après avoir payé le droit de consommation, ils sont réexpédiés à Cologne et soustraits de cette manière entièrement au chargement à tour de rôle des bateliers de l'association qui exploitent la navigation directe. Par cette raison ils prient de vouloir bien prendre une conclusion tendante à ce que tous les bateliers de la navigation intermédiaire, qui se présentent à faire le transport de vins à la destination de Cologne, perdent, tout aussi bien que les bateliers qui exercent la navigation directe de Cologne, leur droit de naviguer, dans le cas prévu par l'arrêté du 6 avril dernier.

Die Zentral-Commission fasste darauf den Beschluss:

Die angeführte Vorstellung wird der provisorischen Verwaltungs-Commission mit dem Auftrag zugefertigt, die Reclamanten dahin zu bescheiden, dass der Beschluss der Zentral-Commission vom 6. April d. J. ganz allgemein laute, folglich auf alle Classen von Schiffen, wenn sie sich in dem Fall der Contravention befinden, seine Anwendung finde.

PREUSSEN. Ich beziehe mich an meine Erklärung vom 6. April und verwahre nochmals die Preussischen Schiffer gegen alle Anwendung des Beschlusses der Zentral-Commission von jenem Tage, so wie vom heutigen, durch Anrufung des 17. Artikels der Wiener Congress-acte über die Rheinschiffahrt, und erlaube mir zugleich zu bemerken, dass, da die Zentral-Commission kein Gesetz *gebendes*, sondern ein Gesetz *erhaltendes* und Gesetze *vorbereitendes* Corps ist, sie aus ihren Befugnissen heraustritt, so oft sie Beschlüsse nimmt, welche sich entweder auf bestehende vertragsmässige Artikel gründen, oder von den Regierungen sämmtlicher Uferstaaten für gültig anerkannt worden sind.

War die Zentral-Commission der Meinung, dass sich die Verordnung des K. Preussischen Finanz-Ministeriums, hinsichtlich der Verzollung der

Rhein-, Franken- und Pfälzerweine, nicht mit dem 56. Artikel des Gilde-Reglements vereinigen liesse, und wollte sie nur die Möglichkeit nicht einräumen, die Weine so zu verladen, dass sie ohne Ausladung und Zeitverlust revidirt werden können; so hätte sie, ohnmassgeblich mich einladen müssen, dieses meiner Regierung zu berichten, und beifügen mögen, dass sie sich für genöthiget hielte, den directen Gilde-Schiffen strenge zu verbieten sich unterwegs einer Ausladung zu unterziehen, welches Verbot aber eine Beschränkung der rechtlichen Gewerbthätigkeit dieser Schiffer zur Folge haben würde, indem es dem Verbot, weiterhin keine Weine der fraglichen Gattung zu laden, *aequivalire*. Nie hingegen konnte die Zentral-Commission, nach meiner Ueberzeugung, die *Ausschliessung* der Schiffer von ihrer patentgemässen Fahrtberechtigung auf den Grund der Uebertretung des vorgedachten 56. Artikel decretiren: *weil der Abschnitt des Gilde-Reglements, der über die innere Polizei der Gilden Art. 36 à 45 handelt, diese Strafe nicht ausspricht*; eine neue Strafe ohne weiters zu decretiren, aber nicht in den Befugnissen der Zentral-Commission liegt.

LE PRÉSIDENT observe à cette occasion ce qui suit: La convention du 15 Août 1804 avait stipulé (art. 2) que le Rhin doit être considéré, sous le rapport de la navigation et du commerce, comme *un fleuve commun* entre les états riverains, et que sa navigation sera soumise à *des réglemens communs*.

Aucune des dispositions réglementaires *communes* qu'elle renferme ou qui ont été arrêtées en conséquence, n'accorde aux états riverains le droit de lever un impôt de douane des marchandises, naviguant sur le fleuve *commun*, au contraire l'art. 39 de la dite convention interdit expressément la perception de toutes impositions ou rétributions connues sous les noms de licent, transit, accis ou autres, qui affecteroient la navigation de transit du fleuve, et l'art. 41 restreint la faculté d'établir des douanes au *territoire* particulier des états riverains respectifs, où

ils peuvent lever des droits de douane à leur profit sur les marchandises qui y entrent et qui en sortent.

D'après ceci les marchandises naviguant sur le *fleuve commun*, après avoir quitté *les* ou avant d'être introduites *sur les territoires particuliers* des états riverains, se trouvent hors de l'atteinte de l'action des douanes.

L'art. 88 de la convention indique la seule exception de cette règle; c'est lorsqu'un bateau a commencé des versements frauduleux et cherche à fuir sur le fleuve, que les douaniers sont autorisés à le poursuivre sur l'eau.

Les art. 25 à 31 indiquent les mesures de précaution, auxquelles les douanes sont autorisées dans le cas, où un bateau, forcé par avarie, péril imminent ou autre événement de force majeure viendrait *relâcher* plus ou moins long-tems sur un point de la rive.

Telle est la législation conventionnelle, qui, par rapport aux douanes, avoit été établie par la convention de 1804 sur le rhin soumis à son régime.

Elle fut strictement observée par les ci-devant douanes françaises sur la rive gauche du rhin, qui d'ailleurs, en érigeant en ports francs les ports de Cologne et de Mayence, où les relâches forcées nécessitoient le déchargement et un maniement momentané des marchandises sur le *territoire particulier*, pour être en suite réchargées dans d'autres embarcations, avoient su écarter toute collision avec le vrai sens des dispositions conventionnelles à l'égard des douanes, d'après lequel ce n'est que *lors* de l'importation *réelle* des marchandises sur le territoire particulier ou *lors* de leur sortie, que l'action des douanes peut se déployer.

Conformément à l'art. 31 de l'acte de Vienne du 24 Mars 1815 cette législation conventionnelle, ne se trouvant pas supprimée par les dispositions de cet acte, doit continuer à être suivie jusqu'à l'émanation du nouveau règlement, dans lequel il sera du devoir de la commission centrale, de développer le *principe*, expressément garanti et renouvelé par l'art. 22: que la surveillance des douaniers ne doit pas mettre d'entraves à la navigation.

En attendant la commission centrale, chargée de la conservation provisoire de la législation conventionnelle existante, a le droit et le devoir de prendre connaissance des dispositions en matière de douanes, qui pourraient émaner dans les états riverains respectifs contrairement aux stipulations de la convention de 1804 à ce sujet. Ce n'est cependant qu'avec la plus grande réserve, qu'elle a jusqu'ici agi à cet égard.

Car pour ce qui concerne le placement des gardiens à bord ou le plombage des bateaux en route, qui se pratiquent par les douanes prussiennes, bien que ces formalités soient, à la rigueur, contraires à la législation ci-dessus rapportée de la convention de 1804, la commission centrale n'y ayant pas vu d'entraves réelles, a gardé le silence et a prouvé par là, combien elle est loin de vouloir élever de mauvaises difficultés.

Mais s'étant aperçu, que la condition »de subir *lors du passage devant Coblenze* la vérification matérielle de la douane prussienne« que la décision du ministère des finances de la Prusse a mise, pour arriver à la jouissance de la faveur de la modération des droits, accordée par le tarif prussien (2. division) aux vins du rhin, du palatinat et de la franconie, qui sont destinés à l'importation dans les provinces rhénanes de la Prusse, se trouve en discordance frappante et vient trop ouvertement en collision avec la législation de la convention de 1804 à cet égard, qui n'autorise pas le déploiement de l'action des douanes aussi longtems que les cargaisons sont *en route* sur le fleuve commun, mais seulement *lors* de l'entrée réelle des marchandises *sur*, ou lors de leur sortie *du* territoire particulier d'un état riverain;

que même le bureau principal de la douane prussienne à Coblenze se croyoit autorisé, par suite de cette décision ministérielle suivant sa lettre du 12 mars d.^r à la chambre de commerce de Mayence (grand-duché de Hesse) à *faire décharger des cargaisons* entières, si les vins, en faisant partie, ne se trouveroient pas chargés de manière à pouvoir ouvrir et vérifier les tonneaux;

et que d'un autre côté l'accomplissement spontané de la dite condition

ministérielle seroit, de la part des bateliers de la grande navigation, une violation du devoir que leur impose l'art 56 des réglemens sur les associations, *de ne pas s'arrêter en route*; la commission centrale a crû devoir prendre l'arrêté du 6 avril d.^r, par lequel elle invite M. le plenipotentiaire de Prusse, membre de cette commission, à vouloir faire les représentations convenables auprès de son gouvernement pour le maintien de la législation conventionnelle en matière de douanes et défend en même tems aux bateliers, ayant des vins à bord pour une destination au de là de Coblenze, de s'arrêter en route à ce dernier endroit, pour les y soumettre à la vérification matérielle de la douane prussienne, sous peine de perdre leur droit de naviguer.

Les mesures prises par le dit arrêté du 6 avril d.^r ne sauroient pas être taxées d'acte de *législation nouvelle*, elles ne visent en effet, qu'au maintien de la législation établie par la convention de 1804 conformément à l'art 31 de l'acte de Vienne et à la *conservation* des droits, que cette convention avoit accordés à la navigation du rhin *par rapport* aux douanes.

Quant à la peine, qui y est prononcée contre les bateliers contrevenans, elle est encore puisée dans la législation existante. Car les bateliers de la grande navigation ayant été reçus dans les associations à *condition* de se soumettre aux réglemens des associations (art. 16 de la convention de 1804) la commission centrale, suppléant d'ailleurs, comme elle a suppléé jusqu'ici dans les occurrences, la commission mentionnée à l'art 125 de la convention de 1804 et usant au besoin de la compétence attribuée à cette dernière par l'art. 42 du règlement sur les associations, a indubitablement le droit et le pouvoir de retirer les brevets d'admission des bateliers, qui, non obstant la nouvelle injonction, ne se conforment pas à la dite *condition* de leur admission, d'observer les réglemens des associations.

Or les bateliers des associations pour le moyen rhin se trouveront dans le cas de contravention aux réglemens si, ayant une desti-

nation ultérieure, ils s'arrêtent à Coblenz *spontanément* et sans que cet arrêt en route soit l'effet d'une force majeure. Car l'art 56 des dits réglemens porte: » aussitôt après avoir complété sa cargaison, » le maître batelier sera tenu de s'éloigner du port, et de se rendre » à sa destination, sans quitter son bateau, et sans s'arrêter dans le trajet. «

» Sobald er seine Ladung vollendet hat ist der Schiffmeister gehalten, sich aus dem Hafen zu entfernen, und zu seiner Bestimmung zu begeben, ohne sein Schiff zu verlassen, und ohne sich » während der Fahrt aufzuhalten. «

Quand aux bateliers de la petite navigation, comme ils doivent être munis d'une autorisation de naviguer, délivrée sous l'autorité de leurs souverains respectifs (art. 20 de la convention de 1804) il semble, que ces derniers ont la faculté d'accrocher à la délivrance et à la continuation de ces autorisations la condition que le titulaire ne doive pas, sous peine d'être déchû de son droit de naviguer, renoncer, par rapport aux douanes, aux droits et libertés accordés par la convention de 1804 à la navigation du rhin en général, et que l'arrête de la commission centrale du 6. avril d.^r doit donc être considéré, quant aux bateliers de la petite navigation, comme une déclaration collective à ce sujet de la part des souverains respectifs du rhin conventionnel, qui y ont concourû par l'organe de leurs plénipotentiaires.

Après cet exposé le président propose de renouveler l'invitation faite à M. le plénipotentiaire de Prusse auprès de cette commission, de vouloir faire à ce sujet, auprès de son gouvernement, les représentations convenables, dont l'efficacité est garantie par les déclarations officielles *au sujet de la conservation provisoire du status quo*, que le dit plénipotentiaire a faites à différentes reprises au nom de sa très haute cour.

Auf vorstehende Erklärung des Königl. Preussischen Herrn Bevollmächtigten bemerkt die Zentral-Commission, dass durch die Ver-

fügungen des Königl. Preussischen Finanz - Ministeriums der bisherige Zustand bei den Versendungen auf dem Rhein *einseitig* gestört worden ist, während die Zentral - Commission, durch ihren Beschluss vom 6. April, nur die durch die Convention von 1804 gegebenen Bestimmungen, rücksichtlich der Verhältnisse der freien Rheinschiffahrt zur Land - Douane aufrecht zu erhalten sucht. Ueberdiess will der Art. 22 der Wiener Convention eben diese Bestimmungen ganz ausdrücklich garantirt und erneuert wissen, und macht ihre Aufrechthaltung der Zentral - Commission ganz ausdrücklich zur besonderen Pflicht. Aus diesen Vertrags - Bestimmungen folgt, dass dahin einwirkende Verfügungen der Behörden in den Rheinstaaten zur Kenntnissnahme und Erörterung der Zentral - Commission durchaus geeignet sind, um zu ermessen, ob dadurch jenen Vertrags - Bestimmungen nicht entgegen gewirkt werde. Wenn sich also die Zentral - Commission zur Aufrechthaltung des bisherigen Zustandes in den Rheinversendungen durch ihren Beschluss vom 6. April gegen die materielle Verification der Ladungen durch das Königl. Preussische Steueramt in Coblenz durchaus erklärt, und damit die geeignete Vorstellung an den Königl. Preussischen Herrn Bevollmächtigten verbunden, gleichzeitig aber eine Massregel ergriffen hat, welche geeignet erschien, die Sache zur vertragsmässigen Verhandlung mit den Mitpaciscenten zurückzubringen, — auch diese Vorstellungen hierdurch nochmals dringend erneuert, um den herbeigeführten von ihr nicht veranlassten factischen Zustand zu entfernen; so glaubt sie dadurch nur einen erneuerten Beweis gegeben zu haben, welche hohe Wichtigkeit sie darauf setzt, den vertragsmässigen Zustand durch jedes ihr geeignet scheinende Mittel zu erhalten.

PREUSSEN. Ich begnüge mich zu versichern, dass ich das heutige Protokoll ungesäumt meinem allerhöchsten Hofe vorlegen werde.

226. Protocoll vom 21. September 1821. §. IV.

Auf Antrag sämmtlicher Bevollmächtigten bei der Zentral - Commission, mit Ausnahme des Königl. Preussischen, wurde der Bericht

der Verwaltungs - Commission vom 23. August d. J. N.^{ro} 2065 und 2083 mit allen seinen Beilagen, dem gegenwärtigen Protocoll einverleibt, und nahm die Zentral - Commission den

B E S C H L U S S.

Indem sich die Zentral - Commission gegen alle Präjudicien aus den bisherigen Vorgängen, nochmals verwahrt, ersucht dieselbe den Königl. Preussischen Herrn Bevollmächtigten wiederholt, die erforderliche Einleitung zu treffen, dass der Status quo der Rheinschiffahrt, in Beziehung auf die Land - Mauthen, nach den Conventionen von 1804 und 1815, in dem Besitzstande erhalten respective wiederhergestellt und dass, wenn Massregeln diesem Status quo zuwider eingeführt werden sollen, vordersammst die Discussionen und Einstimmung abgewartet werde.

PREUSSEN. Ich bemerke dass ich diesen Beschluss meiner Regierung bloss einreichen, nicht aber dazu concurriren kann.

233. Protocoll vom 23. November 1821. §. I.

Nachdem die Sitzung eröffnet war, wurde vorgelegt, die unter allerhöchster Unterschrift S. M. des Königs (d. d. Berlin den 25. v. M.) erschienene in den Rheinprovinzen durch den Druck bekannt gemachte und auf diesem Wege zur Kenntniss des Handel und Schiffahrt treibenden Publikums, wie auch der Zentral - Commission gelangte

E R H E B U N G S - R O L L E

für die Königl. Preussischen Zölle etc. in den Rheinprovinzen für die Jahre 1822 bis 1824 *).

Nach genommener Einsicht derselben wurde auf Antrag sämtlicher Bevollmächtigten, mit Ausnahme des Königl. Preussischen, bei der Zentral - Commission, beschlossen:

Indem die Zentral - Commission nach Ansicht der — namentlich in der 5. Abtheilung dieser neuen Königl. Preussischen Erhebungs - Rolle enthaltenen Bestimmungen sich hiedurch veranlasst sieht, wiederholt

*) Sieh am Ende diese Erhebungs - Rolle.

auf den in dem Protocolle der 226. Sitzung vom 21. September l. J. (§. 4) gefassten *Beschluss* zurückzukommen, und diese bisher ohne nähere Erwiderung gebliebene Verwahrung, hinsichtlich der Entfernung aller Douanen - Untersuchungen von dem conventionsgemäss freyen Rheinstrome, bei dieser Gelegenheit zu erneuern, ersucht dieselbe den Königl. Preussischen Herrn Bevollmächtigten, die Zentral - Commission darüber beruhigen zu wollen, dass es die Absicht der K. Preussischen Regierung nicht sey, den vorgelegten *Entwurf* einer definitiven Rheinschiffahrts - Ordnung auf diesem Strome, *eher* in Vollzug zu setzen, als die hierüber zu pflegenden Unterhandlungen bei der Zentral - Commission beendigt sein werden.

PREUSSEN. Was ich bis zur Eröffnung der Discussionen über das definitive Reglement auf vorstehenden Antrag Beruhigendes zu entgegnen im Stande bin, besteht in Folgendem:

Alle Waaren - Ladungen auf dem Rhein sind entweder solche, die ohne alle Aus - Ein - oder Beiladung von dem Ort ihrer Abfahrt, bis zu demjenigen ihrer Bestimmung gebracht werden sollen, oder solche, welche *keine rein direkte* Fahrt beabsichtigen.

Der 41. Artikel der Convention von 1804, sichert jedem Uferstaate die unbegrenzte Befugniss der Errichtung oder Erhaltung eines Douanen - Systems.

Die Art. 25 bis 32 der nämlichen Convention, welche von den Douanen handeln, sind darauf berechnet, dass kein Uferstaat im Besitz von mehr als *einem* der beiden Ufer sich befinde.

Nun macht es aber unwidersprechlich einen ungemeinen grossen Unterschied, wenn ein Uferstaat auf einer bedeutenden Rheinstrecke, Herr *beider* Ufer ist.

Bedeutend ist warlich die Strecke von Coblenz bis Emmerich, und auf dieser bespült der Rhein blos preussisches Gebiet.

Die Verhandlungen der Zentral - Commission haben sich über alles Erwarten in die Länge gezogen. Schon seit 3 Jahren hat Preussen

ein Douanen-System in seinen westlichen Staaten eingeführt, und so lange wie möglich, dasselbe am Rhein, in solcher Art ausüben lassen, dass die Schifffahrt auch *in nichts* dadurch behindert wurde: es war aber nicht möglich, dieses länger ganz zu vermeiden; doch wird niemand beweisen können, dass irgend andere Vorkehrungen getroffen worden sind, als solche, *welche Zolldefraudationen auf der preussischen Rheinstrecke zu verhüten beabsichtigen.*

Dergleichen Massregeln aber auch vor erfolgter Sanction des definitiven Reglements zu ergreifen, hält sich die preussische Regierung auf den Grund des vorhin angezogenen 41. Art. der Convention von 1804 berechtigt, welcher lautet wie folgt:

» Mais sous la dénomination d'impositions, qui affectent la navigation
 » du rhin, et dans la suppression ordonnée par la présente convention,
 » ne sont pas comprises les douanes que chaque état à la faculté
 » d'établir ou de conserver sur son territoire particulier, et dans lesquelles
 » il peut lever des droits à son profit sur les marchandises,
 » qui entrent dans l'étendue de sa domination et qui en sortent.«

B E S C H L U S S.

Die Bevollmächtigten werden sich beeilen, die so eben abgegebene Königl. Preussische Erklärung zur Kenntniss ihrer allerhöchsten und höchsten Höfe zu bringen. Inzwischen müssen sie itzt schon, gestützt auf die bestehenden Conventionen, und *die in Gemässheit derselben ihnen ertheilten Instructionen* erklären, dass diese von dem Königl. Preussischen Herrn Bevollmächtigten gegebene Erörterung keineswegs zur Beruhigung dienen könne, weil sie gradezu, den Art. 8, 38, 39 in Verbindung mit dem Art. 41 der Convention von 1804 zuwiderläuft, denn nach dem Inhalt dieser deutlichen Vorschriften, welche durch den Art. 8 der allgemeinen Bestimmungen über die Schifffahrt aller Ströme, welche verschiedene Staaten *trennen, oder durchströmen*, aufs neue unterstützt, und für fortwährend gültig

anerkannt werden, soll sich die Douanen - Aufsicht auf das Ufer beschränken, und nur diejenigen Waaren in die Ein- und Ausgangszölle fallen, welche hier freywillig eingeladen oder ausgeladen und zur Landes Ein- oder Ausfuhr declarirt werden.

Dagegen können alle auf dem freyen Strom des Rheins bloß transitirende Waaren, wenn sie auch jetzt noch gezwungen, oder künftig freywillig bloß umgeschlagen, oder bloß von Schiff zu Schiff übergeschlagen werden, ausser dem Rheinoctroi irgend einer besondern Zollgebühr oder weitem Belastung, ausser den im Art. 8 bestimmten, eben so wenig als irgend einer Hemmung durch Douanen - Aufsicht unterworfen werden.

Auch ist es nothwendig, wegen der von dem Königl. Preussischen Herrn Bevollmächtigten im Eingang seiner Erklärung gemachten Eintheilung der Schiffsversendungen hier noch zu bemerken, dass diese in den Tractaten nirgends sanctionirt ist, folglich auch bei gemischten Ladungen nur der Theil, der wirklich ein- oder ausgeladen wird, und nur am Ort der Ein- oder Ausladung den Landzöllen unterworfen werden kann.

Ganz neu und der Ueberschrift des Hauptvertrags der hohen Allirten über die Freyheit der Ströme grade widersprechend ist übrigens die Behauptung, als ob der Besitz beider Ufer einer Rheinstrecke auch zu neuen — den für den ganzen Strom sanctionirten Grundsätzen widersprechenden Forderungen berechtige, daher können auch die von dem Preussischen Herrn Bevollmächtigten angezogenen Art. 25 bis 32 nicht hierauf bezogen werden.

Die Zentral - Commission wiederholt also, in Beziehung auf ihre Protokolle vom 6. April und 21. September, das Verlangen, dass der conventionsmässige Zustand der Rheinschiffahrt Königl. Preussischer Seits so lange aufrecht erhalten werde, bis die Sanction des definitiven Reglement erfolgt sein wird.

Sie wünscht daher nichts mehr, als dass in diesem Augenblick,

wo der Königl. Preussischer Seits vorgelegte Entwurf zum definitiven Reglement, die Aussicht zu einer allgemeinen Vereinigung gibt, Erörterungen der vorliegenden Art, welche den Standpunkt der beginnenden Negociation nur erschweren, nicht ferner veranlasst werden möchten: 'sie setzt in die Weisheit des Königl. Preussischen Cabinets das feste Vertrauen, dass solche Instructionen ertheilt werden, welche den Gegenstand in allen seinen Beziehungen zur Erledigung bringen, und nicht Concessionen von der einen Seite verlangen, während alle übrige Punkte der Verhandlungen unvollzogen bleiben, sie muss daher auch den Königl. Preussischen Herrn Bevollmächtigten dringend ersuchen, über den Vollzug der dritten Position der dritten Abtheilung pag. 14 der Königl. Preussischen Zollrolle eine beruhigendere Erklärung bald möglichst zu geben.

PREUSSEN. Da ich Vorstehendes bloß als eine vorläufige Aeusserrung meiner verehrten Herren Collegen zu betrachten habe, indem sie meine Abstimmung Ihren allerhöchsten und höchsten Höfen vorlegen zu wollen erklären, so enthalte ich mich jeder Entgegnung darauf, immittelst werde ich mich beeilen den Protokoll-Auszug meiner Regierung einzureichen.

Die Zentral-Commission sieht sich durch die vorstehende Erwiderung des Königl. Preussischen Herrn Bevollmächtigten zu der Bemerkung veranlasst, dass ihre Conclusion vom heutigen nicht als eine bloß *vorläufige* Aeusserrung zu betrachten sey, da sie sich vielmehr auf bestehende Verträge gründet.

235. Protokoll vom 7. Dezember 1821. §. III.

NASSAU. Ich bringe nachstehende Thatsache zur Kenntniss der hochverehrlichen Zentral-Commission, damit sie aus dem Gesichtspunct des allgemeinen Interesse erwogen, und ihr eine diesem angemessene Folge gegeben werde.

Am 30. October fährt Valentin CASPAR von Filsen, Herzoglich Nassauischen Amtes Braubach, mit dem 16 jährigen Sohn des Johann SCHNEIDER von Boppard, K. Preussischer Bürgermeisterei daselbst, von Filsen nach Boppard, um einige, dem Vater des SCHNEIDER zugehörige, Kistchen und Hütthe Zucker übersetzen zu helfen.

Dieselben sind noch bis acht Schritte vom jenseitigen Ufer entfernt, als ein Königl. Preussischer Grenzaufseher, Namens WECKMANN, Ihnen zuruft, »sie sollten anfahren oder er schösse sie todt,« Sie gehorchen nicht, und sogleich fällt ein Schuss, der den Valentin CASPAR an dem Beine verwundet, diesem folgt ein zweiter Schuss, dessen ganze Ladung den Rücken des Verwundeten dermassen trifft, dass nach dem ärztlichen Befundschein bis 40 Schrote im Fleisch stacken.

Die gerichtliche Klage gegen den Grenzaufseher WECKMANN ist eingeleitet, hier muss ich über die Verletzung bestehender Verträge, welche dem Grenzaufseher zur Last fällt, Beschwerde führen.

Der Rhein ist ein neutrales Gebiet, von welchem die Mauthbeamten der beiderseitigen Ufer entfernt bleiben müssen. Der bestehende Vertrag bestimmt namentlich ausnahmsweise den Fall, wenn es den Mauthbeamten erlaubt sey, einen Schiffer auf dem Strome zu verfolgen, er sagt:

ART. 88. »Pourront cependant les employés des douanes des deux rives poursuivre, respectivement dans leurs eaux, les bateaux, qui ayant commencé des versements frauduleux, chercheraient à fuir sur le fleuve.«

Ob in dem vorliegenden Fall der, einem preussischen Unterthan zugehörige, Zucker durch dessen Sohn habe eingeschwärzt werden wollen, ist ganz gleichgültig: diese Absicht wird übrigens von beiden, die in dem Schiff waren, geläugnet.

Das Schiff hatte das jenseitige Ufer noch nicht erreicht, man war noch nicht damit beschäftigt, den Zucker auszuladen, es konnten also von den Mauthbeamten diejenigen, die im Schiff sassen noch nicht angehalten und verfolgt werden.

Damit ähnliche Vorfälle fernerhin nicht mehr die vertragsmässige Sicherheit auf dem Rhein stören, glaube ich, dass der K. Preussische Herr Bevollmächtigte um die Einleitung bei seinem allerhöchsten Hof zu suchen sey, dass die Preussischen Mauthbeamten angewiesen werden, die bestehenden Verträge über die Freyheit des Rheins zu respectiren, und sich wörtlich darnach zu bemessen, auch von dem allerhöchsten Beschluss die Zentral-Commission in Kenntniss zu setzen.

B E S C H L U S S.

Da der Art. 88 der Convention von 1804 allerdings bestimmt, dass ein Schiffer auf dem Rhein von den Landmauthbeamten dann erst verfolgt werden könne, wenn er bereits verbotene Ausladungen begonnen hat, so ersucht die Zentral-Commission den K. Preussischen Herrn Bevollmächtigten, sich über die den K. Preussischen Mauthbeamten ertheilten Instructionen vordersamst zu erklären.

PREUSSEN. Nimmt Vorstehendes ad referendum.

239. Protokoll vom 11. Januar 1822. §. I.

Nachdem das Protokoll eröffnet war liess der Königl. Preussische Herr Bevollmächtigte Nachstehendes einrücken:

PREUSSEN. In der Sitzung vom 23. November v. J. hat die Zentral-Commission, bei Gelegenheit eines Vortrags über die unter dem 25. October v. J. erschienene Preussische Erhebungsrolle der Zollabgaben, Besorgnisse geäussert, als sollten, ehe die Verhandlungen über das definitive Reglement ein Resultat haben werden, die Preussischen Zollgesetze eine Anwendung auf dem Rhein erhalten, welche mit den Bestimmungen der Convention von 1804, so weit sie nicht durch die Grundsätze der Wiener Schiffahrts-Acte schon vorläufig abgeändert sind, sich nicht vereinigen liesse.

Bei dem ersten Vortrage dieses Gegenstandes glaubte ich, es sei die Meinung, das selbst auch dasjenige unterbleiben sollte, was man

für die Sicherheit des Preussischen Steuer-Interesse gegen Defraudationen unumgänglich nothwendig gehalten hat, und wozu, ausser dem Hoheits-Rechte eines jeden Staats, auch selbst die Wiener Schiffahrts-Artikel und eine analoge Anwendung der in der Convention von 1804 enthaltenen Bestimmungen berechtigen, was mich bewog, sofort die in dem Protokolle vom 23. November verzeichnete Erklärung abzugeben. Bei näherer Erwägung des Beschlusses der Zentral-Commission, wie derselbe erst nach der Sitzung redigirt wurde, und besonders bei Vergleichung der in dieser Redaction ausdrücklich bezeichneten Stelle der Erhebungsrolle, finde ich aber, dass die Besorgnisse der Zentral-Commission darauf beruhen, als seye es die Absicht meiner Regierung, die ganz im Allgemeinen auf die Elbe, Weser, Rhein, Mosel und die Saar gerichtete Bestimmung jenes Gesetzes, wonach auf diesen Strömen bei derjenigen Durchfuhr von Waaren, welche unmittelbar ohne Umladung erfolgt, die tractatenmässige Zoll-Tarife in Ausführung kommen sollen, ohne Rücksicht auf die in Hinsicht der Rheinschiffahrt noch bestehenden Verhältnisse dazu zu benutzen, um auf dem Rhein eine bisher nicht bestandene Durchfuhrabgabe einzuführen, und derselben diejenigen Waaren zu unterwerfen, welche vermöge des in Köln bestehenden Umschlags umgeladen werden müssen.

Ich kann versichern, dass eine solche Absicht keineswegs vorhanden ist.

Wie überhaupt, wenn in der gedachten Zoll-Erhebungsrolle von einer ohne Umladung erfolgten Durchfuhr auf den genannten Strömen die Rede ist, in welchem Falle allein der Transito-Zoll nicht erhoben werden solle, dabei gar nicht an eine solche Umladung gedacht werden konnte, welche in Folge eines Zwangs-Recht statt finden muss, und schon in dieser Hinsicht meine Regierung ein in jedem Fall sehr entfernt liegendes Missverständniss um so weniger zu befürchten hatte, als auch der ältere Zoll-Tarif vom 26. Mai 1818 zu ähnlichen Besorgnissen nicht Anlass gegeben hat, obwohl in diesem nicht einmal

der Befreyung der auf dem Rhein durch das Preussische Gebiet gehenden Waaren vom Eingangs-Zolle erwähnt ist: so hätte schon der Umstand jeden Zweifel entfernen müssen, dass gleich bei Einführung der Preussischen Zollverfassung der Hafen von Köln, wenigstens auf so lange als das Umlade-Recht daselbst noch Statt findet, für einen Freyhafen erklärt worden ist, und dass dieses Verhältniss noch jetzt fort dauert.

LE PRESIDENT. (Pays-Bas). La commission centrale recevra sans doute avec reconnaissance l'ouverture de M. le commissaire de Prusse, qui précède en ce qu'elle tranquillise parfaitement pour le moment l'inquiétude manifestée le 23 Novembre d.^r relativement à la perception des droits de transit, inquiétude à laquelle la rédaction sommaire de la position III. de la 5.^e division du nouveau tarif des douanes prussiennes, combinée avec l'ordre des choses existant sur le rhin avoit donné lieu et que la réponse faite par M. le commissaire de Prusse le 23. Decembre d.^r ou bien son silence (si la dite réponse ne devait point s'appliquer à l'objet dont s'agit) avoient laissé subsister jusqu'ici.

Quant au point de la surveillance des douaniers, la commission centrale, pour dissiper les doutes, que M. le commissaire de Prusse élève aujourd'hui sur la tendance de ses conclusions du 23. Novembre d.^r sous ce rapport, trouvera peut être bon de renouveler expressément la demande contenue dans sa conclusion du 21. Septembre dernier et reiterée très explicitement dans ses conclusions du 23. Novembre d.^r savoir :

» Éloignement de toute visite des douanes sur les eaux du rhin. «

Cette demande ne visait nullement à écarter des mesures, que les conventions existantes autorisent à prendre contre la fraude et que l'expérience d'une longue serie d'années a reconnu suffisantes, mais elle étoit dirigée contre la continuation ou la nouvelle introduction de mesures, qui sont en collision avec les dites conventions.

La Commission centrale aimera à puiser avec moi dans l'ouverture de M. le commissaire de Prusse l'espoir qu'aussi ce point sera inces-

samment vuide à la satisfaction de tous les états riverains, attendu que, suivant cette ouverture, la Prusse, en invoquant elle même les stipulations conventionnelles qui existent à ce sujet, en reconnaît l'empire.

Or les mesures de précaution contre la fraude, aux quelles les art. 25 à 32 et l'art. 115 de la convention de 1804 autorisent les douaniers, sont toutes bornées *aux rives* seulement, sauf le cas prévu par l'art. 88, où un bateau après avoir commencé des versements frauduleux, chercheroit à fuir sur le fleuve. Alors les employés des douanes des deux rives sont autorisés à poursuivre ce bateau respectivement dans leurs eaux.

Le principe posé par le 8.^e des articles concernant la navigation des rivières, qui dans leur cours navigable séparent ou traversent différents états, et par le 22. des articles arrêtés spécialement pour le rhin et signés à Vienne le 24 mars 1815, se trouve en parfaite concordance avec les mesures de précaution autorisées par la convention de 1804.

Ce principe est: » que l'exercice des fonctions des douaniers ne » doit pas mettre d'entraves à la navigation, mais qu'on doit surveiller » par une police exacte *sur la rive* toute tentative des habitans de faire » la contrebande à l'aide des bateliers. «

Tout développement ulterieur de ce principe est d'ailleurs réservé par les art. 22 et 27 de l'acte de Vienne au règlement définitif, jusqu'à la confection et sanction duquel les dispositions de la convention de 1804 sur la matière doivent, au vœu de l'art. 31 du même acte, être provisoirement suivies.

Fondée sur les dispositions conventionnelles alleguées, la commission centrale pourra ce me semble espérer avec confiance, que le renouvellement de sa demande sus exprimée, qui ne tend proprement *qu'au maintien provisoire des dispositions de la convention de 1804 sur la matière*, aura le succès désiré et que M. le commissaire de Prusse sera mis à même de donner, aussi sous ce rapport, une réponse également rassurante.

Nach Vorlesung des vorstehenden Präsidial-Vortrags nahm die Zentral-Commission den

B E S C H L U S S.

Die Zentral-Commission verdankt dem Königl. Preussischen Herrn Bevollmächtigten die mitgetheilte, in der früheren Rückäusserung vermisste, Aufklärung seines allerhöchsten Hofes, wegen Beseitigung der durch die erschienene Erhebungsrolle etc. für die Rheinprovinzen erregten Besorgnisse.

Die Zentral-Commission bemerkt hierbei jedoch, dass in dieser eben abgegebenen Erklärung die durch die Beschlüsse vom 6. April und 21. September v. J., in Betreff der in Coblenz ausgeübten Visitation der Schiffer und Einforderung einer Begleitungs-Gebühr von den Schiffen ausgesprochenen Klage, noch nicht beseitigt erscheint.

Indem daher die Zentral-Commission das durch den Beschluss vom 21. September v. J. motivirt ausgesprochene Verlangen hiermit erneuert, sieht sie auch darüber einer weitem beruhigenden Erklärung entgegen.

PREUSSEN. Auf beide vorstehende Insertionen, die ich so fort meinem allerhöchsten Hofe vorzulegen nicht ermangeln werde, kann ich vorläufig versichern:

dass, was das *künftige* System anbelangt, der Entwurf zum definitiven Reglement dasselbe dermassen klar ausspricht, dass ich mich in dieser Hinsicht auf die eigenen Worte des Präsidial-Vortrags des Herzoglich Nassauischen Herrn Bevollmächtigten, im 238. Protokoll, berufen kann, und dass, was die *Gegenwart* betrifft, meine Regierung nie ein anders Verlangen gehabt hat, noch in diesem Augenblick hat, als seine Douanen gegen die Fraude gesichert zu sehen.

Ich kann mir nicht vorstellen, dass es in den Absichten irgend eines der Cabinette der Uferstaaten liegen könne, Preussen daran hindern zu wollen, *Sicherungs-Massregeln* einzuführen, die lediglich zur Erreichung des eben gedachten Zwecks für nöthig erkannt werden. Ich erinnere bei dieser Veranlassung an das Conclum meiner geehrten

Herrn Collegen vom 5. März 1819, bei Gelegenheit der Massregeln, welche discutirt und concertirt wurden, über die Art, wie die Schifffahrt auf dem Rhein während des Interimistiums unterhalb Emmerich zu reguliren sey.

B E S C H L U S S.

In Antwort auf die Note des Königl. Preussischen Herrn Bevollmächtigten, und in Erwartung der Erklärung seines allerhöchsten Hofes auf vorstehendes Conclusum vom heutigen, erklärt sich die Zentral-Commission zu jeder Nachgiebigkeit bereit, welche mit dem Geiste der Convention und mit der Rhein-Schifffahrts-Freyheit verträglich ist.

241. Protokoll vom 29. April 1822. §. I.

Nachdem das Protokoll eröffnet war, liess der Nassauische Herr Bevollmächtigte Nachstehendes einrücken:

NASSAU. Nach einem Schreiben der Königl. Preussischen Regierung in Coblenz, vom 7. v. M. an die Herzogl. Nassauische Regierung in Wiesbaden, wird die Verwundung des Valentin CASPAR aus Filsen, welche ich in dem 235. Protokoll zur Sprache gebracht habe, einem bloßen Zufall beigemessen. Es hat sich nämlich der Grenzaufseher WECKMANN in dem mit ihm vorgenommenen Verhör damit entschuldigt, dass der erste Schuss losgegangen sey, weil er im Gedränge über einen Stein gefallen, der zweite aber sey ein Signalschuss gewesen. Hiernach liegt keine Veranlassung weiter vor, eine Beschwerde wegen Verletzung der bestehenden Verträge über die tractatenmässige Freiheit des Rheinstroms zu führen, sondern man ist Herzoglich Nassauischer Seits mit der gleichzeitigen Zusicherung der Königlich Preussischen Regierung, dass WECKMANN seinem Verschulden gemäss bestraft werden soll, zufrieden.

Von diesem Resultat wollte ich nicht verfehlen, der hochpreisslichen Zentral-Commission die nachträgliche Mittheilung zu machen.

CONCLUSUM.

Die Central-Commission erklärt, es ergebe sich aus vorstehender Erklärung des Herzoglich Nassauischen Herrn Bevollmächtigten, dass der besondere Fall keine Veranlassung darbiete, der Beschwerde über eine Verletzung des Art. 88 der Convention von 1804, welcher verordnet, dass die Mauthbeamten kein Recht haben, die Schiffer auf den Gewässern des Rheins zu verfolgen, es seye denn, dass sie fraudulense Ausladungen begonnen hätten, eine weitere Folge zu geben.

E r h e b u n g s - R o l l e *)

der

Abgaben, welche von Gegenständen, die entweder aus dem Auslande
zum Verbrauch eingeführt, oder durchgeführt werden,

desgleichen

von Gegenständen beim Ausgange aus dem Lande für die Jahre

1822 — 1824 entrichtet werden sollen.

E r s t e A b t h e i l u n g.

Gegenstände welche gar keiner Abgabe unterworfen sind.

Ganz frei bleiben: 1) Bäume zum Verpflanzen, und Reben; 2) Bienenstöcke mit lebenden Bienen; 3) Brantweinspülich; 4) Dünger (thierischer oder Stall-); 5) Eier; 6) Erden und Erze, die nicht mit einem Zollsatz namentlich betroffen sind, als: Bolus, Bimsstein, Blutstein, Gips, Sand, Lehm, Mergel, Schmirgel, Trippel, Walker-Erde u. a.; 7) Erzeugnisse des Ackerbaus und der Viehzucht eines einzelnen von der Grenze durchschnittenen Landguts; 8) Fische und Krebse (frische); 9) Gras, Futterkräuter und Heu; 10) Gartengewächse (frische), alle Blumen, Gemüse und Krautarten, Cichorien (ungetrocknete), Kartoffeln und Rüben etc; 11) Geflügel und kleines Wildpret aller Art; 12) Glasur und Hafner-Erz (Alquifoux); 13) Gold und Silber, gemünzt, in Barren und Bruch; 14) Hefen oder Bärme; 15) Hausgeräthe (gebrauchtes) von Anziehenden zur eigenen Benutzung; 16) Holz (Brenn- und Nutzholz), welches zu Lande verfahren wird, und nicht nach einer Holz-Ablage zum Verschiffen be-

*) Siehe pag. 37.

stimmt ist, Reisig und Besen daraus, Flechtweiden; 17) Kleidungsstücke der Reisenden und deren Reisegeräte und Viktualien zum Reiseverbrauch, auch die Kleidungsstücke der Fuhrleute und Schiffer; 18) Lohkuchen (ausgelangte Lohe als Brennmaterial); 19) Milch; 20) Obst (frisches); 20 b) Papierspäne (Abfälle) und beschriebenes Papier (Akten); 21) Rohr, Schachtelhalm und Schilf; 22) Sämereien, für welche nicht namentlich ein Tarifsatz festgesetzt ist; 23) Steine (alle behauene und unbehauene, Bruch-, Kalk-, Schiefer-, Ziegel- und Mauersteine, beim Landtransport, in sofern sie nicht nach einer Ablage zum Verschiffen bestimmt sind; 24) Stroh, Spreu, Heckerling; 25) Thiere (alle lebende) für welche kein Tarifsatz ausgeworfen ist; 26) Torf und Braunkohlen; 27) Trebern, Trestern.

Z w e i t e A b t h e i l u n g.

Gegenstände, welche bei der Einfuhr und dem Verbrauch im Lande, oder bei der Ausfuhr, einer Abgabe unterworfen sind.

Fünfzehn Silbergroschen oder ein halber Thaler vom preussischen Zentner Bruttogewicht, wird in der Regel bei dem Eingange und weiter keine Abgabe bei dem Verbräuche im Lande, noch auch dann erhoben, wenn eine Waare hiernächst ausgeführt werden sollte.

Ausnahmen hiervon treten bei allen Gegenständen ein, welche entweder nach dem Vorhergehenden ganz frei, oder nach dem Folgenden namentlich:

- a) einer geringern oder höhern Abgabe, als einem halben Thaler vom Zentner, unterworfen sind, oder auch bei der Einfuhr und dem Verbrauch im Lande unbelastet bleiben sollen;
- b) bei der Ausfuhr mit einer Abgabe belegt sind.

Es sind folgende Gegenstände, von welchen, die beigesetzten Gefälle erhoben werden:

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben - Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
1 <i>Abfälle</i>						
a) von Glashütten, desgleichen Glas- scherben und Bruch, von der Fa- brikation der Salpeter-Säure; — von Salz- und Seifensiedereien, die Mutterlauge, von Gerbereien, das Leimleder; — desgleichen auch überhaupt Hörner, Hornspiszen, Klauen und Knochen	1 Zent.	frei	—	—	15	
b) ausgelaugte Asche, Kalkasche, Düngesalz, Hornspäne, Scheer- wolle (Abgang beim Tuchscheeren).	1 ditto	frei	—	—	$\frac{1}{2}$	
2 <i>Baumwolle und Baumw. Waaren.</i>						
a) rohe Baumwolle	1 ditto	—	5	—	25	
b) baumwollen Garn:						
1) weisses und Watten,						
aa) in den östlichen Provinzen . . .	1 ditto	2	—	—	—	$\frac{3}{32}$
bb) in den westlichen Provinzen . . .	1 ditto	1	—	—	—	
2) gefärbtes	1 ditto	6	—	—	—	$\frac{5}{32}$
c) baumwollene Stuhl- und gestrick- te Waaren	1 ditto	50	—	—	—	$\frac{3}{32}$ in Kisten o. Fässern in Ball.
3 <i>Blei.</i>						
a) Blei in Blöcken und altes	1 ditto	1	—	—	—	
b) grobe Bleiwaaren, als: Kessel, Röhren, Schroot, Platten etc. . . .	1 ditto	2	—	—	—	$\frac{2}{32}$ in Kist. o. Fässern.

	Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben - Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
			Ein- gang.		Aus- gang.		
			Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
4	c) feine Bleiwaaren, als: Spielzeug etc. (siehe grobe kurze Waaren). <i>Bürstenbinder - und Siebmacher- Waaren.</i>						
	a) grobe	1 Zent.	1	—	—	—	
	b) feine (siehe kurze Waaren)						
5	<i>Droguerie - und Apotheker - auch Farbe - Waaren.</i>						
	a) Chemische Fabrikate für den Me- dizinal - und Gewerbs - Gebrauch, und Präparate, als: ätherische auch andere Oele, Säuren, Salze, einge- dickte Säfte, Hollunder -, Laky- ritzen -, Wachholder-Saft u. s. w., desgleichen Maler - und Waschfar- ben	1 ditto	3	—	—	—	⁴ /32
	Ausnahmen von vorstehenden für chemische Fabrikate und Präparate und für Maler - und Waschfarben festgesetzten Steuersätzen, so wie von dem für rohe Erzeugnisse des Mineral -, Thier - und Pflanzen- reichs zum Gewerb - und Medizinal- Gebrauch in der Regel geltenden allgemeinen Eingangs - Satz, treten beifolgenden Waarengattungen ein:						

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben - Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
b) Alaun, Schwefelsäure und Salz- säure	1 Zent.	1	10	—	—	$\frac{4}{32}$
c) Bleiweiss und Kremserweiss . .	1 ditto	2	—	—	—	$\frac{2}{32}$
d) Glätte (Blei-, Silber- und Gold)-, Mennige, Schmalte, gereinigter Sode (Mineral-Alkali), gemischter Kupfer- und Eisen- und weisser Vitriol	1 ditto	1	—	—	—	
e) Eisen-Vitriol (grüner)	1 ditto	—	$7\frac{1}{2}$	—	—	
f) Farben-Erden, gelbe, grüne, rothe Erde, Braunroth, Kreide, Oker, Rothstein, Umbra	1 ditto	—	5	—	—	
g) Farbe- und Gerbe-Kräuter, Wurzeln, Rinden, Blätter, Krapp, Waid, Eckerdoppeln, Knoppeln, Wau, Sumach, Kurkume, Quer- zitron	1 ditto	frei	—	—	10	
h) Holzasche, rohe	1 ditto	frei	—	—	10	
i) Pottasche und Waidasche, auch ungereinigte Sode	1 ditto	—	5	—	5	
k) Mineral-Wasser in Flaschen oder Krügen	1 ditto	—	$7\frac{1}{2}$	—	—	
l) Schwefel	1 ditto	—	10	—	—	
6 Eisen und Stahl.						
a) Gusseisen in Gängen und Mas- seln, Roheisen und roh Stahleisen,						

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Aus- gang.		Ein- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
Stahlkuchen, altes Brucheisen, Ei- senfeile, Hammerschlag	1 Zent.	frei	—	—	15	
<i>Anmerk.</i> Eisenguss in Gänsen und Masseln und Roheisen ist in den westlichen Provin- zen auch beim Ausgang frei.						
b) geschmiedetes Eisen, als: Staab- oder Stangen, Reifen, Schlösser, Reck, Kneip, Band, Zain, Kraus, Bolzen, Wellen, desgleichen Roh- Stahl, Guss- und raffinirter Stahl, in den östlichen Provinzen bis zur Elbe einschliesslich	1 ditto	1	—	—	—	
(Links der Elbe landwärts eingehend, und in den westlichen Provinzen wird die all- gemeine Eingangsabgabe erhoben).						
c) Eisenblech aller Art, desgleichen Eisendrath, Stahldrath und Anker.	1 ditto	5	—	—	—	^{3/32} in Kisten od. Fässern
d) Eisenwaaren:						
1) grobe Gusswaaren in Oefen, Platten, Gitter etc.	1 ditto	1	—	—	—	
2) grobe, die aus geschmiedetem Ei- sen, Eisenblech, Stahl- und Ei- sendrath gefertigt sind, als: Aexte, Degenklingen, Feilen, Hämmer, Ketten, Hespern, Kaffeetrommeln und Mühlen, Maschinen von Ei-						

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
sen, Holzschrauben, Nägel, Pfannen, Pletteisen, grobe Schnallen und Ringe (ohne Politur), Schlösser, Schraubstöcke, Sensen, Sicheln, Schaufeln, Striegeln, grobe Waagebalken, Zangen, Stemmeisen, Tuchmacher- und Schneider-Scheeren etc. etc.	1 Zent.	6	—	—	—	$\frac{3}{32}$ in Kisten od. Fässern.
5) feine: Werkzeuge und andere feine Eisenwaaren (siehe grobe kurze Waaren).						
7 Erze, nämlich: Eisen- und Stahl- Stein, Stufen, Braunstein, Reiss- und Wasserblei, Graphit, Galmei, Kobalt	1 ditto	frei	—	—	5	
In der Provinz Sachsen links der Elbe, Eisenerz	1 ditto	frei	—	—	$\frac{1}{2}$	
In Westphalen und Niederrhein auf der Grenzlinie von Wilnsdorf bis Rentrish, Eisenerz		frei	—	frei	—	
8 Flachs, Werg, Hanf, Heede . .	1 ditto	—	5	—	10	
Ausnahmen: Seewärts in preussi- schen Schiffen		—	—	frei	—	
9 Getreide, auch gemälztes, desglei- chen Hülsenfrüchte und Sämereien:						

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
a) Gerste, gemälztes Getreide, Hei- dekorn oder Buchweizen	40 Sfl.	—	25	—	—	
b) Hafer.	ditto	—	15	—	—	
c) Roggen	ditto	1	—	—	—	
d) Weizen, desgleichen Spelz oder Dinkel	ditto	2	15	—	—	
e) Hülsenfrüchte, als: Bohnen, Erbsen, Linsen und Wicken . . .	ditto	2	—	—	—	
(vorgenannte Gegenstände sind ganz frei, wenn die Quantität Zwei Scheffel nicht übersteigt.						
f) Sämereien:						
1) Kleesaat	1 Zent.	—	10	—	—	
2) Leinsaat	40 Sfl.	—	25	—	—	
3) Hanfsaat, Mohnsaat, Leindotter oder Döder, Raps, Rübesaat, Senfsaat	ditto	frei	—	1	20	
10 Glas.						
a) grünes Hohlglas (Glasgeschir) .	1 Zent.	1	—	—	—	
Anmerk. Bei loser Verpackung werden 5 1/2 Kubikfuss zu einem Zentner veranschlagt.						
b) weisses Hohlglas, Tafelglas, ohne Unterschied der Farbe . . .	1 ditto	3	—	—	—	6/32 in Kisten od. Fässern.
c) geschliffenes und massives Glas, Glasperlen oder Behänge zu Kro- nenleuchtern, auch Glasknöpfe .	1 ditto	6	—	—	—	4/32 desgl.

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
d) Spiegelglas, belegtes oder un- belegtes.						
gegossenes, { 1) wenn das Stück nicht (geblasenes { über 1 □ Fuss Ober- wie Tafel- { fläche hat.	1 Zent.	6	—	—	—	4/32
glas). { 2) über 144 □ Zoll bis 288 □ Zoll Oberflä- che einschliesslich .	1 ditto	8	—	—	—	
gegossenes { 3) ü. 288 □ Z. b. 576 □ Z.	1 Stück	1	—	—	—	
und { 4) - 576 - - 1000 -	ditto	3	—	—	—	
geblasenes { 5) - 1000 - - 1400 -	ditto	8	—	—	—	
ohne { 6) - 1400 - - 1900 -	ditto	20	—	—	—	
Unterschied. { 7) - 1900 - - 2200 -	ditto	30	—	—	—	
und alle, welche eine grössere Höhe und Breite haben.						
11 Häute und Felle, rohe, grüne und trockne, desgl. rohe Haare	1 Zent.	frei	—	1	20	
Ausnahme. Rohe Häute, seewärts über Danzig, Pillau, Memel, auch zu Lande nach Pohlen ausgehend .	1 ditto	—	—	—	10	
12 Holz und Holzwaaren, a) Farbehölzer in Blöcken und ge- raspelt (mit Ausnahme des Fernam- buk) desgleichen Korkholz, Pock- holz und Buchsbaum	1 ditto	—	—	—	10	
(Fernambuk und alle aussereuropäische						

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze. beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
Tischlerhölzer sind der gewöhnlichen Abgabe von 15 Sgr. beim Eingange unterworfen.						
b) Brennholz, beim Wasser-Transport	1 Klftr.	—	2	—	—	
c) Nuszholz						
1) Masten	1 Stück	1	10	—	—	
2) Buchsprieten oder Spieren . .	ditto	1	—	—	—	
3) Blöcke oder Balken von hartem Holz	ditto	—	5	—	—	
4) Balken von kienem oder tannem Holz	ditto	—	1	—	—	
5) Bohlen, Bretter, Latten, Fassholz, (Dauben), Bandstöcke, Stangen, Faschienen, Pfahlholz, Flechtweiden etc., beim Wassertransport, oder beim Landtransport zur Ablage zum Verschiffen.	Schiffs- last.	—	15	—	—	
d) Holzborke oder Lohe von Eichen und Birken, desgleichen Holzkohlen	1 Zent.	frei	—	—	2	
e) Hölzerne Hausgeräthe (Meubles) und andere Holzwaaren, welche gebeizt, gefärbt, lackirt oder polirt sind	1 ditto	3	—	—	—	3/32

Benennung der Gegenstände,	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben - Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht,
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
<i>Anmerk.</i> Versteuert werden.						
1) ganz feine Holzwaaren, wie grobe kurze Waaren;						
2) gepolsterte Meubles, wie grobe Sattlerwaaren;						
3) grobe Böttcher- und Drechsler-, Korbflechter-, Tischler- und alle rohe oder blos gehobelte Holzwaaren, Wagnerarbeiten u. Maschinen von Holz, aber blos mit der allgem. Eingangsabgabe.						
13	<i>Instrumente</i> , musikal., mechan., mathematische, optische, astronomische, chirurgische.	1 Zent.	6	—	—	$\frac{5}{32}$
14	<i>Kalk und Gips</i> (gebrannter) . . .	4 Schef. oder 1 Tonn.	—	5	—	—
15	<i>Karden oder Weberdisteln</i> . . .	1 Zent.	frei	—	—	5
16	<i>Kleider</i> (fertige, neue), desgleichen getragene Kleider und Wäsche, beide letztere, wenn sie zum Verkauf eingehen	1 ditto	100	—	—	$\frac{7}{32}$ in Kisten
17	<i>Kupfer und Messing.</i>					
	a) rohes, gares, altes Bruchkupfer oder Messing, desgleichen Kupfer- und Messingfeile, Glockengut					

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
Kupfermünzen, in den östlichen Provinzen	1 Zent.	4	—	—	—	
<i>Anmerk.</i> In den westlichen Provinzen wird blos die allgemeine Eingangsabgabe gezahlt.						
b) geschmiedetes, gewalztes, ge- schlagenes, gegossenes zu Geschir- ren, Blech, Dachblatten, gewöhn- licher Draht, desgleichen polirte, gewalzte Tafeln und Bleche. . .	1 ditto	6	—	—	—	} $\frac{3}{32}$
c) Waaren: Kessel, Pfannen und dergleichen, auch alle sonstige kurze Waaren aus Kupfer und Messing.	1 ditto	10	—	—	—	
18 <i>Kurze Waaren:</i>						
a) <i>grobe</i> , gefertigt theilweise oder ganz aus Alabaster, Glas, Horn, Holz, Lack, Leder, Papier, Meer- schaum, unedlen Metallen, Porzel- lan oder Stroh; als: Blei- u. Roth- stifte, Brillen, feine Bürsten, Do- sen, feine Drechslerwaaren, feine Eisengusswaaren, Fingerhüte, Glasschmelz, Kämme, Klavier- draht, Knöpfe, Messer, Nähe- u. Stecknadeln, sogenannte Nürnber- ger Waaren aller Art, Parfüme-						

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben - Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
riewaaren, Pastellfarben u. Tusche in Blasen, Gläsern, Kästchen oder Täfelchen, Pfeifenköpfe und Pfei- fenröhre, Scheeren, Scknallen, feine Seife, Siegellack, Spielzeug, ganz feine Tischlerarbeiten, grö- bere Stroh- und Bastgeflechte und Hüte, feine Werkzeuge und der- gleichen.	1 Zent.	10	—	—	—	5/32
b) <i>feine</i> , nämlich Waaren vorge- genannter Art, welche zum Theil oder ganz aus Gold, Silber, Pla- tina, mit Gold- oder Silberbele- gung, oder aus Semilor, Bronze und andern feinen Metallgemischen, oder aus feinem Stahl, Elfenbein, Schildplatt, Perlmutter, Bern- stein, Kristall, unächten und äch- ten Steinen und Perlen gefertigt sind, Pfeifenköpfe mit feiner Ma- lerei und feinen Beschlägen, Etais, Taschenuhren, Stutz- und Pen- deluhren, Kronenleuchter mit Bronze, Goldfäden, Goldblatt, feine lackirte Waaren. Ferner: Männer- und Frauenputz, - gehä-						

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze beim				Für Thara wird vergül- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Aus- gang.		Ein- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
kelt, gestickt, Bonnets, Fächer, Blumen, Schmuckfedern, feine Bast - und Strohhüte, Spitzen, feine Posamentierwaaren, feine Schuhe, feine Handschuhe, Pe- rückenmacher-Arbeit.	1 Zent.	50	—	—	—	$\frac{7}{32}$
19 Leder, und daraus gefertigte Waa- ren, a) gelohetes Fahlleder, Sohlleder, Kalbleder, Sattlerleder, Stiefel- schäfte, desgleichen Juchten . . .	1 ditto	6	—	—	—	$\frac{2}{32}$ in Ballen; $\frac{4}{32}$ in Kisten.
b) sämischgares, weisgares, oder halbgares, Korduan, Marokin, Saffian, Pergament.	1 d itto	8	—	—	—	
Ausnahme. Halbgare Ziegenfelle für inlän- dische Saffianfabrikanten werden unter Kontrolle für die allgemeine Eingangs- abgabe eingelassen.						
c) grobe Schumacher- und Sattler- waaren, auch Wagen, wovon Le- der- oder Polsterarbeiten . . .	1 ditto	10	—	—	—	$\frac{5}{32}$
d) feine Lederwaaren von Kordu- an, Saffian, sämisch- oder weis- garem Leder, Sattel- und Reut- zeuge und Geschirre mit Schnallen und Ringen, ganz oder theilweise						

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben - Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
von feinen Metallen oder Metallge- mischen.	1 Zent.	20	—	—	—	6/32
20 <i>Leinengarn.</i>						
a) rohes.	1 ditto	frei	—	—	15	
aus den Ostseehäfen ausgehend . .	1 ditto	—	—	—	5	
b) gebleichtes, gefärbtes, auch Zwirn	1 ditto	1	—	—	—	
21 <i>Leinewand und Leinenwaaren.</i>						
a) graue Packleinwand und Segel- tuch	1 ditto	—	5	—	—	
b) rohe, ungebleichte Leinewand und Drillich	1 ditto	2	—	—	—	2/32 in Kist.
<i>Ausnahme.</i> Rohe ungebleichte Leinewand geht auf der Grenzlinie von Leobschütz bis Reichenbach in Schlesien, nach schlesi- schen Bleichereien und Märkten, auch an der Grenze der Provinz Westphalen nach Bleichereien in die westlichen Provinzen frei ein.						
c) gebleichté, gefärbte oder ge- druckte Leinewand, Zwillig, Dril- lich, Tischzeug, Strumpfwaaren, Bänder, Batist, Kammertuch, Linné, Gaze, auch Leinen mit Baumwolle gemischt	1 ditto	10	—	—	—	1/32 in Kist.
d) alte Leinwand (Lumpen) zur Papierfabrikation	1 ditto	frei	—	2	—	

	Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
			Ein- gang.		Aus- gang.		
			Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
	landwärts nach Polen	1 Zent.	—	—	—	5	
22	<i>Lichte</i> , (Talg-, Wachs- und Wall- rath-)	1 ditto	3	—	—	—	5/32
23	<i>Material- und Spezereien-</i> , auch <i>Konditorwaaren</i> und andere <i>Kon- sumtibilien</i> .						
	a) Bier aller Art in Fässern, auch Meth und gegohrene Getränke aus Obst	1 ditto	2	15	—	—	
	b) Branntweine aller Art, auch Ar- rak, Rum, Franzbranntwein und versetzte Branntweine	1 ditto	8	—	—	—	
	c) Essig aller Art in Fässern	1 ditto	1	10	—	—	
	d) Speiseöl aller Art in Fässern . .	1 ditto	2	—	—	—	
	<i>Anmerkung.</i> Wenn Bier, Essig oder Oel in Flaschen oder Kruken eingeht	1 ditto	8	—	—	—	
	e) Wein und Most						
	1) in die östlichen Provinzen ein- gehend	1 ditto	8	—	—	—	
	2) in die westlichen Provinzen ein- gehend.	1 ditto	6	—	—	—	
	3) aus den westlichen Provinzen beim Uebergang in die östlichen Provinzen.	1 ditto	1	10	—	—	

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
<i>Anmerkung.</i> Beim Kontiren zum Privatla- ger werden 5 Zentner Brutto-Gewicht zu 180 Quart Inhalt angenommen.						
f) Butter in Fässern (Einzelne Stücke, welche eingehen, sind, wenn sie zusammen unter $\frac{1}{8}$ Zentn. wiegen, frei).	1 Zent	2	15	—	—	$\frac{5}{32}$
g) Fleisch, frisches, ausgeschlach- tetes, gesalzenes, geräuchertes, auch ungeschmolzenes Fett, Schin- ken, Speck, Würste, desgleichen grosses Wild.	1 ditto	2	—	—	—	$\frac{4}{32}$
h) Früchte, (Südfrüchte) frische u. getrocknete, als Apfelsinen, Zitro- nen, Limonen, Pommeranzen u. Pommeranzen-Schaalen, Granaten, Datteln, Feigen, italienische Kasta- nien, Korinthen, Rosinen, Mandeln.	1 ditto	4	—	—	—	$\frac{4}{32}$ in Kisten. $\frac{2}{32}$ in Ballen.
Verlangt der Steuerpflichtige die Auszäh- lung der frischen Südfrüchte, so zahlt er für 4 Stück ein Silbergroschen.						
Verdorbene bleiben unversteuert, wenn sie in Gegenwart des Steueramts weggewor- fen werden.						
i) Gewürze, nämlich: Anis, Stern- Anis, Galgant, Ingber, Karda- mommen, Kassia, Kubeben, Küm-						

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben - Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
mel, Lorbeeren und Lorbeernblät- ter, Muskatennüsse und Blumen (Macis), Nelken, Pfeffer, Pie- ment, Saffran, Vanille, Zimmt .	1 Zent.	6	—	—	—	2/32 in Ball. 4/32 in Kist. u. Fässern.
k) Heeringe						
1) in den östlichen Provinzen . . .	1 ditto	1	10	—	—	
2) in den westlichen Provinzen. .	1 ditto	—	20	—	—	
l) Kaffe, Kaffe - Surrogate und Kakao	1 ditto	6	—	—	—	2/32 in Ball. 4/32 in Fäss.
m) Käse aller Art	1 ditto	2	15	—	—	
n) Konfitüren, Zuckerwerk, ein- gemachte Früchte und Gewürze, desgleichen Chokolade, Kaviar, Oliven, Pasteten, Sago, Tafel- bouillon.	1 ditto	10	—	—	—	5/32
o) Mühlenfabrikate aus Getreide u. Hülsenfrüchten, nämlich geschro- tete oder geschälte Körner, Graupe, Gries, Grütze, Mehl, Kraftmehl, Puder, Stärke, auch Reis	1 ditto	2	—	—	—	6/32
p) Muschel- oder Schalthiere aus der See, als: Austern, Hummer, Muscheln, Schildkröten	1 ditto	4	—	—	—	3/32
q) Salz, (Kochsalz, Steinsalz), ist einzuführen verboten; bei gestat-						4/32

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze. beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
teter Durchfuhr wird die Abgabe besonders bestimmt.						
r) Sirup	1 Zent.	4	—	—	—	$\frac{4}{32}$
s) Tabak.						
1) fabrizirter und bearbeitete Blät- ter aller Art	1 ditto	10	—	—	—	$\frac{2}{32}$ in Ball. od. Körben $\frac{4}{32}$ in Fäss.
2) unbearbeitete Blätter und Sten- gel	1 ditto	4	—	—	—	$\frac{2}{32}$ in Ball. od. Körben $\frac{4}{32}$ in Fäss.
t) Thee	1 ditto	10	—	—	—	$\frac{7}{32}$
u) Zucker.						
1) Brod- oder Huth-, Kandis-, Bruch- oder Lumpen- und ge- stossener Zucker	1 ditto	10	—	—	—	$\frac{4}{32}$
2) roher Zucker und gelber oder brauner Mehlsucker (Kock- zucker)	1 ditto	8	—	—	—	
3) roher Zucker für inländische Siedereien zum Raffiniren	1 ditto	4	—	—	—	
24 Matten von Bast	1 ditto	—	5	—	—	
25 Oel, (Brennöle), Hanföl, Leinöl, Rüböl	1 ditto	—	20	—	—	
Speiseöle, siehe 23. d.						
26 Papier.						
a) graues Lösch- und Packpapier .	1 ditto	—	5	—	—	
b) ordinäres, kleines, halbweis-						

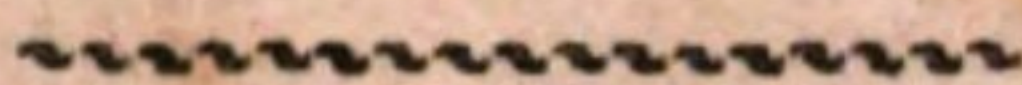
	Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben - Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
			Aus- gang.		Ein- gang.		
			Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
	ses Druckpapier, auch weisses und gefärbtes Packpapier und Papp- deckel	1 Zent.	1	—	—	—	
	c) alle andere Papier - Gattungen .	1 ditto	5	—	—	—	$\frac{3}{32}$
	d) Papier - Tapeten	1 ditto	6	1	—	—	$\frac{1}{32}$
27	<i>Pelzwerk.</i>						
	a) (halbgares), auch gegerbte, be- haarte Schaaf - und Lämmerfelle, imgleichen fertige Schaafpelze . .	1 ditto	6	—	—	—	$\frac{2}{32}$ in Ball. $\frac{6}{32}$ in Kist.
	b) andere Kürschner - Arbeit, Rauch- waaren	1 ditto	20	—	—	—	
28	<i>Schiesspulver</i>	1 ditto	2	—	—	—	$\frac{1}{32}$
29	<i>Seide.</i>						
	a) rohe, ungefärbte und gefärbte (Organsin, Nähseide)	1 ditto	—	15	2	15	$\frac{7}{32}$
	b) gezwirnte Seide und offene ge- färbte Stickseide	1 ditto	50	—	—	—	
	c) halbseidene Waaren aller Art .	1 ditto	50	—	—	—	
	d) seidene Zeuge aller Art, glatte und brochirte, Taft, Atlas, Sammt u. s. w., wie auch Strumpf - und Bandwaaren und Petinet von Seide	1 ditto	100	—	—	—	
30	<i>Seife.</i>						
	a) gemeine weisse	1 ditto	2	—	—	—	$\frac{1}{32}$
	b) grüne und schwarze	1 ditto	—	20	—	—	

	Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.	
			Ein- gang.		Aus- gang.			
			Rd.	Sg.	Rtl.	Sg.		
31	<i>Spielkarten</i> , sind zum Gebrauche im Lande einzuführen verboten. Beim Transito wird der gewöhn- liche Zoll à 15 Sgr. pro Zentner beim Eingang erhoben							
32	<i>Steine.</i> Bruchsteine und behauene Steine aller Art, Mühlen- und Schleif- steine, Tuff-, Trass-, Ziegel- und Backsteine aller Art, beim Transport zu Wasser <i>Anmerkung.</i> Flinten- und Wetzsteine, auch Waaren von Serpentinsteine zahlen die allgemeine Eingangsabgabe.	Schiffs- last.	—	10	—	10		
33	<i>Steinkohlen</i>	1 Zent.	—	1	—	—		
34	<i>Talg</i> (eingeschmolzenes Thierfett).	1 ditto	2	—	—	—	³ / ₃₂	
35	<i>Theer, Daggert und Pech</i> . . .	1 ditto	—	5	—	—		
36	<i>Töpfer-Thon und Töpfer-Waaren.</i> a) gewöhnlicher Töpfer- und Pfei- fen-Thon b) Töpferthon für Porzellan-Fab- riken (Porzellanerde) c) gemeine Töpferwaaren, Flie- sen, Schmelztiegel d) Steingut, Fayance, ird. Pfeifen. e) Porzellan, weisses	1 ditto 1 ditto 1 ditto 1 ditto 1 ditto	— — — — 10	— — — — 4	— — — — —	¹ / ₂ 15 — — —	⁵ / ₃₂	

Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben-Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
		Ein- gang.		Aus- gang.		
		Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
f) Porzellan, farbiges und weisses mit farbigen Streifen oder gröbern Verzierungen und Blumen von einer Farbe	1 Zent.	20	—	—	—	} $\frac{7}{32}$ in Kisten.
g) Porzellan, mit Malerei oder Ver- goldung.	1 ditto	30	—	—	—	
Vieh.						
a) Pferde, Maulesel, Maulthiere, Esel	Stück	1	10	—	—	}
b) Ochsen und Stiere	ditto	1	10	—	—	
Anmerkung. Pferde und andere vorgenannte Thiere sind steuerfrei, wenn aus dem Ge- brauch, der von ihnen beim Eingange ge- macht wird, hervorgeht, dass sie als Zug- oder Lastthiere zum Angespann eines Reise- oder Frachtwagens gehören, oder zum Waarentragen dienen, oder die Pferde von Reisenden zu ihrem Fortkommen ge- ritten werden.						
c) Kühe und Fersen	ditto	—	15	—	—	}
d) kleines Vieh.						
1) Schweine, excl. Spanferkel . .	ditto	—	5	—	—	
2) Kälber, Schaafvieh, Spanfer- kel, Ziegen	ditto	—	3	—	—	} $\frac{2}{32}$ in Ball. $\frac{5}{32}$ in Kist.
Wachsleinwand, Wachs - Mous- selin und Wachs-Taft	1 Zent.	4	—	—	—	

	Benennung der Gegenstände.	Gewicht oder Anzahl.	Abgaben - Sätze beim				Für Thara wird vergü- tet vom Zentner Brutto- Gewicht.
			Ein- gang.		Aus- gang.		
			Rtl.	Sg.	Rtl.	Sg.	
39	Wolle, gefertigte Waaren aus Wolle und Haaren, oder mit Baumwolle oder Leinen gemischte, a) rohe Schaafwolle Ausnahme, auf der Grenze nach Polen b) gefärbtes, wollenes und Kameelgarn c) wollene Zeuge, desgleichen Zeuge von Haaren, und Zeuge von Haaren und Wolle, mit Baumwolle oder Leinen gemischt, gewalkte und ungewalkte, Borten, Strümpfe, Bänder, Schnüre, Teppiche, desgleichen Hutmacher - Arbeiten (gefilzte) Ausgenommen hiervon sind allein: d) Flanelle und Moltons, weisse oder mit Streifen gewebte, grosse Friesdecken, Warp oder Bauerzeug von Wolle mit Leinen gemischt; diese zahlen	1 Zent. 1 ditto 1 ditto 1 ditto 1 ditto	frei frei 6 30 10	— — — — —	5 15 — — —	} $\frac{3}{32}$ in Ballen. $\frac{5}{32}$ in Kisten.	
40	Zink. a) roher b) in Blechen	1 ditto 1 ditto	2 5	— —	— —		} $\frac{3}{32}$

D r i t t e A b t h e i l u n g .



Von den Abgaben, welche zu entrichten sind, wenn Gegenstände zur Durchfuhr angemeldet werden.

Die in der ersten Abtheilung benannten Gegenstände bleiben auch bei der Durchfuhr in der Regel abgabefrei.

Die Abgaben welche nach der Zweiten Abtheilung bei der Einfuhr und Ausfuhr von Waaren zu entrichten sind, müssen in der Regel auch bei der Durchfuhr erlegt werden; folglich der allgemeine Zollsatz von einem halben Thaler vom Zentner, oder statt dessen die daselbst anders, höher oder niedriger festgestellten Sätze.

Ausnahmen hiervon treten durch Bestimmung eines besondern Durchfuhr-Zolles nur ein, wo theils durch Conventionen die Abgaben für den Transito abweichend festgestellt, theils aus andern Rücksichten, insbesondere auch nach den Strassen, auf welchen die Waaren verfahren werden, niedrigere Sätze den Umständen gemäss befunden sind.

Diese Ausnahmen sind vornehmlich folgende:

- I. Bei der Durchfuhr von Waaren, welche rechts der Oder seewärts oder landwärts eingehen, desgleichen, welche durch die Odermündungen oder anderswo in die östlichen Provinzen links der Oder zuerst eingehen, aber mit Berührung des rechten Ufers der Oder, oder durch die Odermündungen ausgehen, wird erhoben:

		Geld- betrag von einem Zentner.		
		Rthl.	Sg.	Pf.
1	Von baumwollenen Stuhlwaaren (Abtheilung 2. Art. 2. c.), neuen Kleidern (16), gebleichter, gefärbter oder gedruckter Leinwand und andern Stuhlwaaren von Leinen (21. c.), Seide und seidenen und halbseidenen Waaren aller Art (29.), desgleichen von wollenen oder mit Baumwolle oder Leinen gemischten Stuhlwaaren und Hutmacherarbeit (39. c. d.), und von kurzen Waaren (18.), insofern die Ein- oder Ausfuhr zur See geschieht	6	—	—
	sofern die Durchfuhr bloss landwärts geschieht	3	—	—
2	Von baumwollenen Garn und Watten (2. b.), von gefärbten wollenen und Kameelgarn (39. b.), groben geschmiedeten Eisen-Waaren (6. d. 2.), von Instrumenten (13.), geschmiedetem, geschlagenem und gewalztem Messing und Kupfer und Draht (17. b.), von ganz groben Kupfer- und Messing- und andern Metall-Waaren (17 c.), von Kürschner- und Rauchwaaren (27. b.)	2	—	—
3	Von Droguerie-und Farbewaaren (5.), von Datteln (23. h.), von Galgant, Kardamommen, Kassia, Kubeben, Kümmel, Muskatnüssen und Blumen (Macis), Nelken, Piemont, Saffran, Vanille und Zimmt (23. i.), von Kakao und Kaffeesurrogat (23. l.), Konditorwaaren (23. n.), Thee (t.), Tabak (s.), Wachseleinwand und Wachstafft (38.)	1	20	—
4	Von raffinirtem Zucker (23. u.), von rohem und Bruchkupfer und Messing (17. a.)	1	10	—
5	Von weissem Hohlglas und Tafelglas (10. b.), geschliffe-			

		Geld- betrag von einem Zentner.		
		Rthl.	Sg.	Pf.
	nem und massivem Glas (10. c.), Branntwein (25. b.), Liqueur (b.), Essig (c.), Speiseöl (d.), Wein (e.), Kaffee (l); desgleichen von groben Bürstenbinderwaaren (4. a.), Leder und Lederarbeiten (19.), und gegerbten beharrten Schaaf- und Lämmerfellen und Schaafpelzen (27. a.)	1	—	—
	In Fässern wird von den oben genannten geistigen Getränken nur 1 Rthl. vom Eimer erhoben, und 3 Eimer werden 5 Zentner im Gewicht gleichgestellt.			
6	Von Apfelsinen, Citronen, Limonen, Pommeranzen und Pommeranzen-Schaalen, Granaten, Feigen, Kastanien, Korinthen, Rosinen, Mandeln (25. h.), von Anis, Stern-Anis, Ingber, Lorbeeren und Lorbeerblättern, Pfeffer (25. i.)	—	25	—
7	Von rohem Zucker (25. u. 3.)	—	20	—
8	Von Glätte, Mennige, Schmalte (5. d.), Blei (3.), grünem Hohlglas (10. a.) rohen Häuten und Fellen zur Gerberei, und von Haaren (11.), Steingut und Fayance (36. d.)	—	10	—
9	Von Gusseisen (6. a.), geschmiedetem Eisen und Stahl (6. b.), groben Eisengusswaaren (6. d. 1.), Lumpen (21. d.)	—	7	6
10	Von Heeringen (25. k.)	—	5	—
	Anmerkung. Die Tonne wird zu zwei Zentner gerechnet.			
11	Alle andere Gegenstände werden nach den Bestimmungen der Tarifsabtheilung 1. und 2. behandelt; sofern sie dort aber beim Eingang höher als mit einem halben Thaler belegt sind, wird doch nur davon erhoben	—	15	—

II. Bei der Durchfuhr von Waaren, welche durch die Obermündungen oder links der Oder auf andern Wegen in die östlichen Provinzen eingehen, und auch links der Oder wieder ausgeführt werden; imgleichen bei der Durchfuhr von Waaren, welche in die westlichen Provinzen eingehen, wird in der Regel (sofern nämlich nicht die fernerhin unter III. und IV. bemerkten Festsetzungen gelten, welche für die Durchfuhr auf den besonders genannten Strömen und Landstrassen, gegeben sind, erhoben:

		Geld- betrag von einem Zentner.		
		Rth.	Sg.	Pf.
1	Von baumwollenem Garn (2. b.), baumwollenen Stuhl- waaren (2. c.), neuen Kleidern (16), kurzen Waaren (18.), Leder und Lederarbeiten (19), gebleichtem oder gefärbtem leinen Garn (20. b.), gebleichter, gefärbter oder gedruckter Leinwand und den unter 21. c. des Ta- rifs mehr benannten Gegenständen, Seide und seidenen oder halbseidenen Waaren aller Art (29.), Wolle, wol- lenem gefärbtem Garn, und wollenen oder halbwollenen Stuhlwaaren (39.)	1	—	—
2	Von Blei (2. 3.) gegossenem (6. a.), geschmiedetem (6. b.), Eisen, groben Eisengusswaaren (6. d.), grünem Hohl- glas (10. a.)	—	7	6
3	Von allen andern Gegenständen, welche in der zweiten Abtheilung bei der Ein- und Ausfuhr höher, als mit der allgemeinen Eingangsabgabe belegt sind, aber nur dieser Satz, nämlich	—	15	—
III. Bei der Durchfuhr von Waaren, welche unmittelbar, ohne Um- ladung, auf der Elbe, Weser, dem Rhein, der Mosel und der Saar erfolgt.				

Hierbei findet der für die Durchfuhr mittelst Benutzung dieser Flüsse für jeden derselben durch Traktaten festgesetzte Zolllarif Anwendung.

IV. Bei der Waarendurchfuhr ohne Umladung auf verschiedenen das Land auf kurzen Strecken durchschneidenden Strassen, wo örtliche Verhältnisse eine weitere Ermässigung der Gefälle erfordern.

Als solche werden für jetzt bezeichnet, und bei der Waarendurchfuhr auf selbigen folgende geringere Zollsätze festgesetzt:

		Gewicht oder Anzahl.	Betrag	
			Sg.	Pf.
Für die Strasse:				
1)	über Pegau und Zeitz	1 Zent.	1	—
	von grossem Vieh (37. a. b. c.)	Stück.	5	—
2)	« Lützen und Eckartsberga	1 Zent.	3	—
3)	« Langensalza und Heiligenstadt	1 ditto	3	—
	von grossem Vieh (37. a. b. c.)	Stück.	10	—
4)	« Petershagen, Herford oder Vlotho, Lipp- springe, und zuletzt über Warburg oder Girshagen	1 Zent.	7½	—
5)	« Petershagen über Herford oder Vlotho			
6)	« Lippspringe, über Warburg und Giershagen.			
7)	« Kreuznach und die Binger Brücke, oder Oberstreit oder Kirn	1 ditto	3	—
8)	« Kreuznach und Oberstreit oder Kirn			
9)	« Oberstreit oder Kirn und über die Binger Brücke			
10)	« Forbach über Saarbrück und Rentrish	1 ditto	2	—
	von grossem Vieh (37. a. b.)	Stück.	15	—

Zu ähnlichen Ermässigungen in geeigneten Fällen ist der Finanzminister vorläufig ermächtigt.

Allgemeine Bestimmungen.

- 1) Werden Waaren unter Begleitscheinkontrolle versandt, oder bedarf es zum Waarenverschluss der Anlegung von Bleien oder Siegeln, so wird erhoben:

für einen Begleitschein, ...	2 Silber Groschen,
» ein angelegtes Blei N. ^{ro} 1	1 » »
» ein angelegtes Blei N. ^{ro} 2 zu Kollis, die	
unter einem Zentner wiegen	— » » 6 Pf.

Andere Nebenerhebungen sind ganz unzulässig.

- 2) Die Abgaben werden vom Bruttogewicht erhoben:

- a) von allen verpackt transitirenden Gegenständen;
- b) von den im Lande bleibenden, wenn die Abgabe einen Thaler vom Zentner nicht übersteigt, und
- c) auch in andern Fällen, wenn nicht eine Vergütung für Thara im Tarif ausdrücklich festgesetzt ist.

Gehen Waaren, bei denen eine Tharavergütung zugestanden wird, bloss in Säcken gepackt ein, so kann nur $\frac{1}{32}$ vom Zentner für Thara gerechnet werden. In wiefern der Steuerpflichtige hierbei die Wahl hat, den Tharatarif gelten zu lassen, oder Nettoverwiegung zu verlangen, bestimmt die Zollordnung §. 58. — Die Steuerbehörde ist in besondern Fällen solche anzuordnen ebenfalls befugt. —

- 5) Sind in einem und demselben Kollo Waaren zusammengepackt, welche nicht gleich belastet sind, so muss bei der Deklaration zugleich die Menge von einer jeden Waarengattung, welche das Kollo enthält, nach ihrem Nettogewicht angemerkt werden, widrigenfalls der Inhaber des Kollo entweder beim Grenz-Zollamte Behufs der speziellen Revision auspacken muss, oder von dem ganzen Gewicht des Kollo der Steuersatz erhoben werden soll,

welcher von der am höchsten besteuerten Waare, die darin enthalten, zu erlegen ist.

- 4) von den Waaren, welche zum unmittelbaren Durchgang angemeldet werden, muss die Transito - Abgabe gleich beim Eingangsamte erlegt werden.

Von den Waaren, welche keine höhere Abgabe beim Eingang tragen, als einen halben Thaler vom Zentner, müssen die Gefälle ebenfalls gleich beim Eingangsamte erlegt werden.

- 5) Waaren dagegen, welche höher belegt, und nach einem Orte, woselbst sich ein Haupt-Zollamt oder Haupt-Steueramt mit einer Waaren-Niederlage befindet, adressirt sind, — gleichviel ob sie dort bleiben sollen, oder weiterhin zur Wiederausfuhr bestimmt werden — können unter Begleitscheinkontrolle von den Grenzämtern dorthin abgelassen und daselbst die Gefälle davon entrichtet werden, wenn sie aus der Niederlage entnommen werden sollen.

- 6) Bei den Neben-Zollämtern 1ter Klasse (Zollordnung §. 11) können fortan alle Gegenstände eingeführt werden, von welchen die Gefälle, womit solche belegt sind, nicht über 2 1/2 Rthlr. vom Zentner betragen.

Bei höher belegten Gegenständen findet die Einführung über diese Aemter nur Statt, wenn die Gefälle von der ganzen Ladung nicht über 25 Rthlr. betragen.

- 7) Es bleiben bei der Abgaben-Erhebung ausser Betracht, und werden nicht verzollt oder versteuert:

a) Quantitäten unter 1/16 Zentner, wenn die Abgabensätze zwei Thaler für den Zentner nicht übersteigen;

b) ein- oder ausgehende Waarenposten, die so gering sind, dass die tarifmässige Abgabe davon überhaupt nicht einen vollen Silbergroschen beträgt; auch bei Zahlungsleistungen für grössere Posten wird der Gefällebetrag, der nicht einen halben Groschen ausmacht, nicht berechnet und erhoben.

8) Die Zahlung der Gefälle geschieht, unter Zehn Reichsthaler ganz in Silbergeld, wenn aber Zehn Thaler und mehr in einer Post zu zahlen ist, muss solche halb in Gold (den Friedrichsd'or zu 5 Rthlr. gerechnet), halb in Silbergeld entrichtet werden. Zwischensummen unter Zehn Thaler werden auch nicht zur Berechnung des Gold - Antheils gezogen.

Gegeben Berlin, den 25. Oktober 1821.

(L. S.)

FRIEDERICH WILHELM.

C. Fürst v. HARDENBERG.

Beiträge zur Kenntniss und Beförderung des Handels und der Schiff-Fahrt

Bd.: 3. 1822, H. 2

Mainz 1822

4 Merc. 705 h-3,1/6

urn:nbn:de:bvb:12-bsb10228031-0